

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 72

10 janvier 2015

SOMMAIRE

ALHO Systembau S.à r.l.	3411	Interfid Investment S.A.	3414
Antonissen Holding S.A.	3456	Interior Art Estate	3417
AP Participations S.A.	3411	International Hotel Licensing Company S.à r.l.	3414
Argo Investment Fund SICAV-FIS S.A. ..	3430	Kuylenstierna & Skog S.A.	3413
Argo Investment SPF S.A.	3430	LBC II Goodwater Holdings S.à r.l.	3413
Assetto Corsa S.A.	3412	Leorado Commissionnaire International (en abrégé: L.C. International) Sàrl	3410
AXA Investplus	3413	Lombard Odier Funds III	3413
Bareldam S.A.	3411	M.A.R. International S.A.	3410
Brazilian FI Investment S.à r.l. SPF	3418	M.P. Lux Invest S.à r.l.	3410
BRE/Management 3 S.A.	3429	NII International Services S.à r.l.	3411
Bugy Capital S.à r.l.	3418	Roof Infrastructure 2014 S.à r.l.	3423
Bureau Informatique d'Analyse et de Conseils en Logiciels	3418	Senior Preferred Investments SA	3417
Cove Entreprise Générale de Construction S. à r.l.	3411	Septra Invest	3415
Dioss Holding LTD S.A.	3412	SME Kronos Benelux SA	3416
Fairmark S.à r.l.	3456	SM - IMMO g.m.b.h.	3416
GPI	3419	Socoma Participation S.A.	3416
GW Property	3416	Top Evasion	3410
Happiness Développement Sàrl SPF	3420	Transport Alavoine sàrl	3418
HI Holdings Rio S.à r.l.	3453	Union de Financement et de Participation de Luxembourg S.A.	3410
Immo Invest Lux Holdco S.à r.l.	3417	VTG Finance S.A.	3438
Immo-Rail S.A.	3415	Weinberg Real Estate Holding S.à r.l.	3417
Imperial Pro Stone s.à r.l.	3414	York Global Finance 51 S.à r.l.	3412
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cent trente-deuxième (132.) S.e.c.s.	3414		
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cent trente-quatrième (134.) S.e.c.s.	3415		

Union de Financement et de Participation de Luxembourg S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 23.110.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UNION DE FINANCEMENT ET DE PARTICIPATION DE LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014200666/10.

(140223842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Top Evasion, Société Anonyme.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 28, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 49.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014200657/10.

(140223551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

M.P. Lux Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 98.598.

Les comptes annuels consolidés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 16/12/2014.

Référence de publication: 2014201073/11.

(140224730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Leorado Commissionnaire International (en abrégé: L.C. International) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 151.905.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Delphine MUNIER.

Référence de publication: 2014201032/11.

(140224877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

M.A.R. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 39.557.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014201071/12.

(140225277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

ALHO Systembau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 4, avenue des Hauts-Fourneaux.
R.C.S. Luxembourg B 155.044.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014200762/10.

(140224953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

AP Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4975 Bettange-sur-Mess, 25, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 145.221.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014200775/10.

(140224619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

NII International Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 175.090.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NII International Services S.ar.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014201121/11.

(140224831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Bareldam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 169.943.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BARELDAM S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014201428/11.

(140225785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Cove Entreprise Générale de Construction S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4744 Pétange, 91, rue Jean-Pierre Kirchen.
R.C.S. Luxembourg B 166.167.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 17 décembre 2014.

COVE ENTREPRISE GENERALE DE CONSTRUCTION S.A R.L.

L-4744 PETANGE

Référence de publication: 2014201477/12.

(140226033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Dioss Holding LTD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 182.817.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014201520/12.

(140225971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Assetto Corsa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 11, rue Kalchesbruck.
R.C.S. Luxembourg B 102.326.

Il résulte d'une assemblée générale en date du 1^{er} décembre 2014, que G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommée commissaire aux comptes de la société pour une durée de six ans, en remplacement de G.T. Experts Comptables S.à.r.l., démissionnaire.

Les mandats des administrateurs sont prolongés et se termineront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2014199856/16.

(140223813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

York Global Finance 51 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 52.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 148.093.

Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 8 décembre 2014

En date du 8 décembre 2014, les associés de la Société ont pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Christian REYNTJENS, né le 9 janvier 1975 à Saint-Germain-En-Laye, France, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 23, Savile Row, 4th floor, W1S 2ET Londres, Royaume-Uni, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 8 décembre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Luxembourg Corporation Company S.A.
- Monsieur Ramon VAN HEUSDEN
- Monsieur Jorrit CROMPVOETS
- Monsieur Hiroyuki Rex SATO
- Monsieur John FOSINA
- Monsieur Christophe AURAND
- Monsieur Christian REYNTJENS

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2014.

York Global Finance 51 SARL
Signature

Référence de publication: 2014199772/24.

(140222514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2014.

LBC II Goodwater Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**Capital social: EUR 112.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 172.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201048/10.

(140224724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Lombard Odier Funds III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 146.947.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201034/10.

(140225018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

AXA Investplus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 26.830.

Le Bilan au 30 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 16 décembre 2014.

Pour AXA INVESTPLUS

BNP Paribas Securities Services

Référence de publication: 2014199866/12.

(140224003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Kuylenstierna & Skog S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 74.203.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration et du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en date du 11 Avril 2014, que:

1) Le mandat des Administrateurs Mlle Elisabeth Skog, M Johan Kuylenstierna, a été renouvelé jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2014.

2) M François Winandy et M Björn Carlson ont été appelées à la fonction d'administrateur de la société jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2014.

3) Deloitte Audit, a été nommé Réviseur d'entreprises agréé. Le mandat de la Deloitte Audit, 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg se terminera à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2014.

4) Le mandat des Administrateurs délégué, responsable de la gestion journalière Mlle Elisabeth Skog et M Johan Kuylenstierna a été renouvelé jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Kuylenstierna & Skog S.A.

Référence de publication: 2014200294/22.

(140224395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Interfid Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 116.169.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014200250/9.
(140223923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

International Hotel Licensing Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 67.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014200252/9.
(140223709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Imperial Pro Stone s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2630 Luxembourg, 128, rue de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 137.728.

Par la présente, nous vous faisons part de notre démission de la fonction de gérante administrative de votre société, avec effet à la date de ce jour.

Bertrange, le 11 décembre 2014.
CREDIM BENELUX S.A.
Représentée par Monsieur Gabriel JEAN
Administrateur délégué

Référence de publication: 2014200237/13.
(140224399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

INNCONA S.à r.l. & Cie. Cent trente-deuxième (132.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.
R.C.S. Luxembourg B 165.970.

AUFLÖSUNG

Protokoll der Gesellschafterversammlung vom 27.10.2014

Beschlussfassend sind Herr Oskar Edler von Schickh als Gesellschafter sowie protokollierend Herr Thorsten Marmulla als Steuerberater.

1. Die außerordentliche Gesellschafterversammlung erfolgte gem. den Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages. Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig.
2. Die Komplementärin INNCONA Management S.à r.l. ist zum 30.06.2010 ausgeschieden.
3. Die Auflösung der Gesellschaft erfolgte durch vorhergehenden Beschluss auf den 30.06.2010.
4. Die Auflösung der Gesellschaft erfolgte ohne Liquidation.
5. Vermögen und Verbindlichkeiten gehen auf den Gesellschafter Oskar Edler von Schickh über.
6. Die Gesellschaft existiert seit dem 30.06.2010 nicht mehr.
7. Verfügbare Dokumente, Urkunden und Bücher werden beim Gesellschafter Oskar Edler von Schickh, Contrescarpe 46, 28195 Bremen, verwahrt.

Bremen, den 27.10.2014.
Dipl.-Bw. (FH) Thorsten Marmulla
Steuerberater

Référence de publication: 2014200242/23.
(140224693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Immo-Rail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 9, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 146.350.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration qui s'est tenu le mardi, 3 juillet 2013

«Les membres du Conseil d'Administration ont nommé Monsieur Christian Antinori, demeurant professionnellement à L-1616 Luxembourg 9, Place de la Gare, comme Directeur de Immo-Rail S.A. avec effet au 1^{er} octobre 2013. Monsieur Antinori sera en charge de la gestion journalière»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société
Les déclarants*

Référence de publication: 2014200235/14.

(140223724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Sepra Invest, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 169.294.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 11 décembre 2014 que l'assemblée a pris note des démissions de Monsieur Frédéric LECLERCQ, de Feliks MENDELYEV et de Madame Sabina MENDELEYEVA et à nommer en remplacement des gérants sortants:

Madame Alexandra RIBEIRO, employée privée, née le 04 mai 1978, à Luiria (Portugal) demeurant professionnellement au 51, Rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg.

Elle pourra engager la société par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2014.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014200590/17.

(140223541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent trente-quatrième (134.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.
R.C.S. Luxembourg B 165.968.

AUFLÖSUNG

Protokoll der Gesellschafterversammlung vom 27.10.2014

Beschlussfassend sind Herr Oskar Edler von Schickh als Gesellschafter sowie protokollierend Herr Thorsten Marmulla als Steuerberater.

1. Die außerordentliche Gesellschafterversammlung erfolgte gem. den Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages. Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig.

2. Die Komplementärin INNCONA Management S.à.r.l. ist zum 30.06.2010 ausgeschieden.

3. Die Auflösung der Gesellschaft erfolgte durch vorhergehenden Beschluss auf den 30.06.2010.

4. Die Auflösung der Gesellschaft erfolgte ohne Liquidation.

5. Vermögen und Verbindlichkeiten gehen auf den Gesellschafter Oskar Edler von Schickh über.

6. Die Gesellschaft existiert seit dem 30.06.2010 nicht mehr.

7. Verfügbare Dokumente, Urkunden und Bücher werden beim Gesellschafter Oskar Edler von Schickh, Contrescarpe 46, 28195 Bremen, verwahrt.

Bremen, den 27.10.2014.

Dipl.-Bw. (FH) Thorsten Marmulla
Steuerberater

Référence de publication: 2014200243/23.

(140224691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

SM - IMMO g.m.b.h., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9511 Wiltz, 77C, rue Aneschbach.
R.C.S. Luxembourg B 135.090.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014200600/10.

(140223839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

SME Kronos Benelux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 91.553.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014200602/10.

(140223543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

GW Property, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7222 Walferdange, 62, rue de Dommeldange.
R.C.S. Luxembourg B 152.154.

RECTIFICATIF

Cette mention rectificative remplace la version déposée antérieurement le 12 février 2014 sous le N: L 140027524
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014200959/12.

(140225015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Socoma Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 7, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 5.671.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 20 novembre 2014

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide:

- de nommer aux fonctions d'administrateur Madame MULLER Nicole, résidant professionnellement 7, Rue de l'Industrie, L-3895 Foetz en remplacement de Monsieur MOLITOR Jean.
- de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes L'AUXILIAIRE DES P.M.E, S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le N° B 30.718 et dont le siège se trouve au 58, Rue Glesener- L-1630 Luxembourg en remplacement de Madame MULLER Nicole.

Leur mandat se terminera avec la tenue de l'assemblée générale ordinaire de l'exercice 2014 qui aura lieu en 2015.

Monsieur MULLER Roger et Monsieur MULLER François, administrateurs, déclarent par la présente que leur adresse professionnelle est la suivante:

7, Rue de l'Industrie - L-3895 Foetz

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR L'ASSEMBLEE GENERALE

Signatures

Référence de publication: 2014200605/22.

(140224098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Interior Art Estate, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7396 Hunsdorf, 19, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 176.711.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014200987/9.

(140225029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Immo Invest Lux Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 186.778.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 17 décembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014200992/11.

(140225034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Weinberg Real Estate Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.997.

*Rectificatif des comptes annuels se terminant au 31 décembre 2013, enregistrés à Luxembourg - Sociétés, le 22 octobre 2014
référence L-140186538*

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/12/2014.

Weinberg Real Estate Holding S.à r.l.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014202112/15.

(140225875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Senior Preferred Investments SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 137.640.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 12 décembre 2014
(l' «Assemblée»)*

L'Assemblée accepte la démission de Martijn Sinninghe Damsté en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 14 décembre 2014.

L'Assemblée décide de nommer la personne suivante en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet 15 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015:

- Danielle Delnoije née le 14 Février 1974, à Sittard, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

À Luxembourg, le 12 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2014200550/19.

(140224095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

BIAC LOG Société Anonyme, Bureau Informatique d'Analyse et de Conseils en Logiciels, Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 80.676.

Le bilan et de l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014199927/10.

(140223503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Transport Alavoine sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 62, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 125.820.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R & D Comptabilité SA

Signature

Référence de publication: 2014200638/11.

(140224417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Bugy Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 165.619.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion des associés du 11 novembre 2014

Acceptation de la démission de Monsieur Frédéric Mannis de son mandat de gérant B avec effet immédiat.

Nomination, en remplacement du gérant B démissionnaire, de Monsieur Adrien Mantione, né le 11 mars 1986 à Hayange (France), demeurant professionnellement au 20, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2014199883/16.

(140224354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Brazilian FI Investment S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 177.133.

EXTRAIT

Il résulte du contrat de cession de parts signé en date du 10 décembre 2014 que M. Pedro Delclaux a transféré les 500 parts sociales de la Société, d'une valeur de 25.- EUR chacune à M. Ricardo Andrade Moreno, né le 28 janvier 1969 à Bogota, Colombie, (passeport nr. 1125999114), , avec adresse professionnelle au 52 Berkeley Square, W1J 5BT, Londres, Royaume-Uni.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est M. Ricardo Andrade Moreno et ce, depuis le 10 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Brazilian FI Investment S.à r.l., SPF

Référence de publication: 2014199882/17.

(140223476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

GPI, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 81.941.

L'an deux mille quatorze, le trois décembre.

pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg («Luxembourg»)),

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de GPI, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, dont le siège social est établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, constituée suivant acte du notaire Frank Baden, en date du 27 avril 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1057 du 23 novembre 2001, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-81.914 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné du 18 décembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 525 du 27 février 2014.

L'assemblée a été ouverte sous la présidence de Monsieur Philippe VAUTHIER, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, qui assume également la fonction de scrutateur,

qui a désigné comme secrétaire Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Réduction de capital de la Société, à hauteur de 20.958 EUR, par remboursement, en vue de simplifier la structure de détention de la Société.

2 Annulation d'une action ordinaire de catégorie A, détenue par la société anonyme Dolomies et Chaux.

3 Remboursement au bénéfice exclusif de l'actionnaire dont l'action est annulée.

4 Modification de l'article 5 des statuts de la Société.

5 Divers.

(ii) Que les actionnaires représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de procéder à une réduction de capital à hauteur de 20.958 EUR (vingt mille neuf cent cinquante-huit euros) pour le ramener de son montant actuel de 10.080.798 EUR (dix millions quatre-vingt mille sept cent quatre-vingt-dix-huit euros), égal au pair comptable d'une action, à dix millions cinquante-neuf mille huit cent quarante euros (10.059.840,- EUR), par remboursement, en vue de simplifier la structure de détention de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'annuler une action ordinaire de catégorie A, détenue par la société anonyme Dolomies et Chaux, dont le siège social est établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-58.523.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide que le remboursement de 20.958 EUR (vingt mille neuf cent cinquante-huit euros) correspondant au pair comptable de l'action ordinaire de catégorie A annulée en vertu de la résolution qui précède, bénéficiera exclusivement à la société anonyme Dolomies et Chaux précitée.

L'assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour procéder au remboursement en observant les dispositions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'article 5, alinéa premier, des statuts de la Société pour refléter les résolutions qui précèdent. L'article 5, alinéa premier, aura dorénavant la teneur suivante.

«Le capital social est fixé à dix millions cinquante-neuf mille huit cent quarante euros (10.059.840,- EUR) représenté par quatre cent quatre-vingt (480) actions ordinaires de catégorie A sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 1.500.-.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P. VAUTHIER, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59156. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014200955/76.

(140224927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Happiness Développement Sàrl SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-8253 Mamer, 47, rue des Merisiers.

R.C.S. Luxembourg B 192.782.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg);

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Amir GRUMBERG, étudiant, né à Esch-sur-Alzette, le 28 mars 1993, demeurant à L-8253 Mamer, 47, rue des Merisiers, et

2.- Madame Lyel GRUMBERG, étudiante, née à Esch-sur-Alzette, le 18 mai 1994, demeurant à L-8253 Mamer, 47, rue des Merisiers,

ici représentés par Maître Jessica JOVENET - EYERMANN, Avocat à la Cour, ayant son domicile professionnel à Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse, en vertu de deux (2) procurations lui délivrées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial, en abrégé "SPF", à constituer comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées, une société à responsabilité limitée, sous la dénomination de "Happiness Développement Sàrl SPF", (ci-après la "Société"), ayant la qualité de société de gestion de patrimoine familial au sens de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") (ci-après la «Loi»), Elle peut exister avec un seul associé en application de la loi du 28 décembre 1992 ou avec plusieurs associés.

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Sa dissolution peut être décidée dans les formes requises pour les modifications aux statuts.

Art. 3. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle réservera ses parts sociales, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la Loi et la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Mamer (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La gérance en fixe l'adresse exacte et effectue les dépôts et publications afférents en cas de changement.

La gérance peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.

Les parts sociales sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Les parts sociales de la Société sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des parts sociales nominatives, dont tout associé pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 185 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures. La propriété des parts sociales nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux gérants ou, si la Société ne comporte qu'un seul gérant, par celui-ci.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par part sociale; si la propriété de la part sociale est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur la part sociale devront désigner un mandataire unique pour représenter la part sociale à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

La cession de parts sociales est autorisée.

En cas de pluralité d'associés, ces cessions se feront conformément au prescrit des articles 189 et 190 de la loi du 18 septembre 1933.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Titre III. - Gérance

Art. 7. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil de gérance aura une voix prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 8. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 9. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Assemblées

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se tiendra le premier mardi du mois de juin à 16.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit annoncé dans les convocations par la totalité des associés, sans aucune exception; ceci est également valable pour toutes les assemblées générales extraordinaires.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Art. 11. Pour les sociétés ne comportant qu'un seul associé les dispositions visées à l'article dix ci-avant ne sont pas applicables. Il suffit que l'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés et que ses décisions soient inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Titre V. - Exercice social - Bilan

Art. 12. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 13. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 14. Les produits de la Société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique ou des associés.

Titre VII. - Liquidation

Art. 15. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, l'associé unique au lorsqu'ils sont plusieurs, les associés, s'en réfèrent à la loi du 18 septembre 1933 et ses modifications subséquentes, dont la loi du 28 décembre 1992, ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Amir GRUMBERG, préqualifié, cinquante parts sociales	50
1.- Madame Lyel GRUMBERG, préqualifiée, cinquante parts sociales	50
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été libérées entièrement par le souscripteur prèdit moyennant un versement en numèraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-prèsent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'èlèvent approximativement à la somme de 950,-EUR.

Résolutions prises par les associés

Les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris dans la présente assemblée générale extraordinaire, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Le nombre des gèrants est fixé à un (1).

2) Est nommé gèrant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Eyal GRUMBERG, Avocat à la Cour, né à Jerusalem (Israël), le 23 octobre 1967, demeurant professionnellement à Luxembourg, 140, Boulevard de la Pétrusse,

3) Vis-à-vis de tiers la Société est valablement engagée par la signature individuelle du gèrant unique.

4) L'adresse du siège social est établie à L-8253 Mamer, 47, rue des Merisiers.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Jessica JOVENET - EYERMANN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le.11 décembre 2014. Relation GRE/2014/4930. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014200962/167.

(140224879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Roof Infrastructure 2014 S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 192.796.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of December,

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Stichting ROOF Infrastructure 2014, a foundation (stichting) duly incorporated and validly existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at De Boelelaan 7, 1083 HJ Amsterdam, the Netherlands, and registered with the trade register of the Chamber of Commerce for Amsterdam under number 34234797,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, professionally residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up this deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it hereby declares to establish and for which it has adopted the following articles of incorporation:

Title I. - Denomination - Registered office - Duration - Object

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "ROOF Infrastructure 2014 S.à r.l." (hereafter the "Company") being a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation, as amended (hereafter the "Securitisation Law").

Art. 2. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other location within the municipality by decision of the sole manager or in case of more than one manager, by a decision of the board of managers.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best suited for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company shall have as its business purpose the securitisation, within the meaning of the Securitisation Law, which shall apply to the company, of risks associated to any kind of assets.

The Company may issue securities of any nature and in any currency and, to the largest extent permitted by the Securitisation Law, pledge, mortgage or charge or otherwise create security interests in and over its assets, property and rights to secure its obligations.

The Company may enter into any agreement and perform any action necessary or useful for the purpose of carrying out transactions permitted by the Securitisation Law, including, without limitation, disposing of its assets in accordance with the relevant agreements.

The Company may only carry out the above activities if and to the extent that they are compatible with the Securitisation Law.

Title II. - Capital - Shares

Art. 5. The Company's issued share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR1.-) each.

The Company's share capital may only be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders, adopted in a manner required for an amendment of these articles of incorporation.

The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Each share entitles its owner to one vote.

Art. 7. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, a single representative shall be appointed who shall represent the owners towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

Art. 8. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of more than one shareholder, shares may be transferred in compliance with legal requirements.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder, or in case of more than one shareholder, of any of the shareholders.

Title III. - Management

Art. 10. The Company is managed by one (1) or more managers appointed by the sole shareholder, or as the case may be, by the general meeting of shareholders. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate purpose and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Luxembourg laws or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or as the case may be, the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, or if the Company has more than one manager, by the joint signature of two members of the board of managers.

The sole manager, or as the case may be, the board of managers, may sub-delegate its powers for specific tasks to one (1) or several ad hoc agents.

The manager, or as the case may be, the board of managers, will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

In case the Company has more than one manager, the resolutions of the board of managers shall be adopted in a meeting held in Luxembourg. If there is more than one manager, a meeting of the managers may be validly held only if a quorum, comprised of a majority of the managers, is present or represented and resolutions shall be adopted at such meeting only with the favourable vote of a majority of the managers.

If a manager is unable to attend a meeting of the board of managers, he may give a written proxy to another manager who will be physically present at the meeting, in order for such proxy holder to vote in his name at the meeting of the board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation (whether such participant is located within or outside of Luxembourg) in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting, it being understood that a manager who dials or connects into the meeting by such means of communication will be counted to the quorum as a member of the board of managers being present at the meeting.

Resolutions adopted at a meeting of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the members who attended the meeting and took part in the deliberation.

Circular resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature.

Art. 11. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Title IV. - Supervision

Art. 12. The operations of the Company shall be controlled by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) in accordance with the Securitisation Law, which shall be appointed by the board of managers which will fix the remuneration and term of office.

Title V. - General meeting of shareholders

Art. 13. As long as there is only a sole shareholder of the Company, the sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders.

All decisions exceeding the powers of the sole manager or, as the case may be, the board of managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders. Any such decision shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one (1) but less than twenty-five (25) shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the share capital. Attendance at the general meeting by virtue of proxy is possible.

The balance sheet and profit and loss account shall be approved at the annual general meeting within six (6) months from the closing of the financial year.

Title VI. - Financial year - Accounts - Profits - Distributions

Art. 14. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Art. 15. Each year, with reference to the end of the Company's financial year, the Company's accounts are drawn up and the sole manager, or as the case may be, the board of managers, prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and profit and loss account, in accordance with applicable laws.

Each shareholder may inspect the inventory, balance sheet and profit and loss account at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profit of the Company is stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represents the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company shall be allocated to a legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance is at the disposal of the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders.

Title VII. - Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be shareholders, designated by the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders.

The liquidators shall be vested with the broadest powers for the realisation of the assets and the payments of liabilities of the Company.

Title VIII. - General provision

Art. 18. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with applicable laws.

Subscription

The appearing party, represented as stated here above, declares to have fully subscribed the twelve thousand five hundred (12,500) shares and to have fully paid up such shares by contribution in cash, so that the amount of EUR12,500 (12,500) is now available to the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 1,500.- euro.

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, represented as stated above, and representing the entire share capital of the Company, adopted the following resolutions:-

1) The number of managers is set at three (3).

2) The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

Hinnerk Koch, born in Bremen, Germany, on 15 March 1963, having his professional address at 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Alain Koch, born in Esch-Sur-Alzette, Luxembourg, on 18 August 1965, having his professional address at 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Danielle Delnoije, born in Sittard, the Netherlands, on 14 February 1974, having her professional address at 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3) The Company shall have its registered office at 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the proxyholder, in case of divergences between the English and the French version, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxyholder, who is known to the notary by family name, personal name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huitième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg

A COMPARU:

Stichting ROOF Infrastructure 2014, une fondation (stichting) dûment constituée et existant selon les lois des Pays Bas, ayant son siège social à De Boelelaan 7, 1083 HJ Amsterdam, les Pays Bas et immatriculée auprès du Registre du Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34234797,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant, et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit précédemment, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «ROOF Infrastructure 2014 S.à r.l.» (ci-après la «Société») étant une société de titrisation au sens de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée (ci-après la "Loi sur la Titrisation").

Art. 2. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par une décision du conseil de gérance.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la Société. Une telle déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la titrisation, au sens de la Loi sur la Titrisation qui doit s'appliquer à la Société, des risques associés à toute sorte d'actifs. La société peut émettre des valeurs mobilières de toute nature et libellés dans diverses devises et, dans la plus large mesure permise par la Loi sur la Titrisation, conclure des gages, des hypothèques, ou grever par le biais d'autres sûretés sur ses actifs, propriété et droits pour assurer ses obligations.

La Société peut conclure tous contrats et réaliser toutes actions nécessaires ou utiles pour réaliser des transactions permises par la Loi sur la Titrisation, y compris et sans limitation, la cession ou le transfert de ses actifs, conformément aux contrats en question.

La Société ne pourra exercer les activités susmentionnées que pour autant qu'elles soient compatibles avec la Loi sur la Titrisation.

Titre II. - Capital - Parts sociales

Art. 5. Le capital émis de la Société est fixé à douze milles cinq cent Euros (12.500,-EUR) représenté par douze milles cinq cent (12.500) parts sociales d'une valeur d'une Euro (1,-EUR) chacune.

Le capital social de la Société peut seulement être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique, ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Art. 7. La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Dans le cas où une part sociale est détenue par plusieurs personnes, un seul représentant sera nommé qui représenteront les copropriétaires envers la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales sont transmissibles en conformité avec dispositions légales.

Art. 9. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou en cas de plusieurs associés, de l'un des associés.

Titre III. - Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants nommés par l'associé unique, ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne doit pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) est/sont révocable(s) ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un (1) ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces mandataires, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à une réunion qui s'est tenue à Luxembourg.

En cas de pluralité de gérants, une réunion des gérants ne peut être valablement tenue que si un quorum, composé d'une majorité des gérants, est présent ou représenté et les résolutions sont adoptées lors de cette réunion seulement avec le vote favorable d'une majorité des gérants.

Si un gérant est dans l'impossibilité d'assister à une réunion du conseil de gérance, il pourra donner une procuration écrite à un autre gérant, qui sera physiquement présent à la réunion, afin, pour ce dernier de voter en son nom à la réunion du conseil de gérance.

Tout gérant pourra participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication semblable permettant à toutes les personnes qui prennent part à la réunion de s'entendre réciproquement. La participation à la réunion du conseil de gérance dans de telles circonstances est équivalente à une participation en personne à une telle réunion, étant entendu qu'un gérant participant à la réunion par de tels moyens sera pris en compte pour le quorum, en tant que membre physiquement présent à la réunion.

Les résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil de gérance ont la même validité et portée que si elles avaient été adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître en un seul document ou sur plusieurs copies d'une résolution identique. La date d'une telle résolution circulaire est celle de la dernière signature.

Art. 11. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. Conformément à la Loi sur la Titrisation, les activités de la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé nommé par le conseil de gérance qui fixera sa rémunération ainsi que la durée de son mandat.

Titre V. - Assemblée générale des associés

Art. 13. Tant que il y a seulement un associé unique, l'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Une telle décision sera écrite et doit être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un (1), mais moins de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social. La représentation à l'assemblée générale au moyen de procuration est admise.

Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés à l'assemblée générale annuelle dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice social.

Titre VI. - Exercice social - Comptes - Profits - Distributions

Art. 14. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.

Art. 15. Chaque année, en référence à la fin de l'exercice social de la Société, les comptes de la Société sont établis et le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, conformément aux lois applicables.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires, bilan et compte de profits et pertes au siège social de la Société.

Art. 16. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital nominal de la Société.

L'excédent est à la libre disposition de l'associé unique, ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Titre VII. - Liquidation

Art. 17. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un (1) ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

Titre VIII. - Disposition générale

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas régis par les présents Statuts seront déterminés en conformité avec les lois applicables.

Souscription

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré avoir entièrement souscrit les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales et avoir entièrement libérées ces parts sociales par apport en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent Euros (12.500,-EUR) est à la disposition de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué à environ 1,500.-euros.

Résolutions de l'associé unique

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, et représentant la totalité du capital de la Société, a adopté les résolutions suivantes:-

1) Le nombre de gérants est fixé à trois (3).

2) Les personnes suivantes est nommée les gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Hinnerk Koch, né à Bremen, L'Allemagne, le 15 mars 1963, ayant son adresse professionnelle au 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Alain Koch, né à Esch/Alzette, Luxembourg, le 18 août 1965, ayant son adresse professionnelle au 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Danielle Delnoije, né à Sittard, les Pays Bas, le 14 février 1974, ayant son adresse professionnelle au 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3) La Société a son siège social au 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du mandataire, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande du même mandataire il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17188. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014201212/314.

(140224963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

BRE/Management 3 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 151.598.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 3 décembre 2014

En date du 3 décembre 2014, l'actionnaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. prendre acte de la démission de l'administrateur Robert W. Simon en date de 3 décembre 2014;

2. prendre acte de la démission de l'administrateur Dennis J. McDonagh en date de 3 décembre 2014;

3. de nommer Anissa Médiane, demeurant professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, 2453 Luxembourg, Luxembourg, et née le 11 décembre 1982, à Hayange (France), en tant que nouvelle administratrice de la Société avec effet au 3 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

4. de nommer Michael Fronte, demeurant professionnellement au 345 Park Avenue, 10154 New York, Etats-Unis, et née le 14 septembre 1965, à New York (Etats-Unis), en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 3 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Le conseil d'administration de la Société est composé comme suit à partir du 3 décembre 2014:

- Mme Diana Hoffmann;

- Mr Jean-François Bossy;

- Mme Anissa Mediane; et

- Mr Michael Fronte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014199921/26.

(140224465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

**Argo Investment SPF S.A, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Argo Investment Fund SICAV-FIS S.A.).**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 139.440.

L'an deux mille quatorze, le deuxième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «ARGO INVESTMENT FUND SICAV-FIS S.A.», une société anonyme qualifiée de Société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé, ayant son siège social au 15, rue du Fort Bourbon, L - 1249 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 139440, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1631 du 3 juillet 2008. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 13 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1335 du 23 mai 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Anja PAULISSEN, employée à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Fanny MARX, employée à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, employé à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société d'investissement à capital variable régie par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée, mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007.

2. Modification subséquente de l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

«La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion de celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), telle que modifiée.»

3. Changement de la dénomination sociale de la Société en «ARGO INVESTMENT SPF S.A.».

4. Approbation d'une situation comptable intérimaire arrêtée au 30 septembre 2014.

5. Confirmation du capital social actuel s'élevant à EUR 20.000.000,- (vingt millions d'euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) actions sans désignation de valeur nominale et modification subséquente de l'article des statuts relatif au capital social de la société comme suit:

«Le capital social est fixé à EUR 20.000.000,- (vingt millions d'euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) actions sans désignation de valeur nominale chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Dans le cas des actions au porteur, celles-ci sont déposées auprès d'un dépositaire nommé par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration, ceci conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat constatant toutes les inscriptions le concernant lui est délivré par le dépositaire. Le transfert des actions au porteur ne pourra se faire qu'en accord avec les dispositions de l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les actions sont détenues par les investisseurs éligibles plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi SPF:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.»

6. Instauration d'une version anglaise des statuts et refonte complète des statuts en français, sans néanmoins toucher à la forme juridique de la Société, pour les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi luxembourgeoise du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») telle que modifiée.

7. Démission de tous les membres du conseil d'administration et décharge pour l'exécution de leurs mandats.

8. Constatation de la prise de fin des contrats avec la société de gestion, le dépositaire et le réviseur d'entreprise agréé en fonction et décharge pour l'exécution de leurs mandats.

9. Nomination d'un nouveau conseil d'administration composé comme suit:

- Madame Nathalie Rehm,
- Monsieur Claude Zimmer,
- Monsieur Matthieu Baumgartner,

et fixation de la durée de mandats des administrateurs.

10. Nomination de ZIMMER & PARTNERS S.A. (R.C.S. Luxembourg B151507) en tant que commissaire aux comptes et fixation de la durée de son mandat.

11. Transfert du siège social de la société au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

12. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de d'abandonner le statut d'une société d'investissement à capital variable régie par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée, et d'adopter le statut d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

«La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion de celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), telle que modifiée»,

ainsi que de changer la dénomination sociale de la société en «ARGO INVESTMENT SPF S.A.».

Troisième résolution

L'assemblée approuve une situation comptable intérimaire arrêtée au 30 septembre 2014, dont une copie restera annexée au présent acte.

L'assemblée confirme le capital social actuel s'élevant à EUR 20.000.000,- (vingt millions d'euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) actions sans désignation de valeur nominale et modifie l'article des statuts relatif au capital social de la société comme suit:

«Le capital social est fixé à EUR 20.000.000,- (vingt millions d'euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) actions sans désignation de valeur nominale chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Dans le cas des actions au porteur, celles-ci sont déposées auprès d'un dépositaire nommé par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration, ceci conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat constatant toutes les inscriptions le concernant lui est délivré par le dépositaire. Le transfert des actions au porteur ne pourra se faire qu'en accord avec les dispositions de l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les actions sont détenues par les investisseurs éligibles plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi SPF:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.»

L'assemblée confirme que le capital social de la société ne comportera plus de compartiments et que toutes les actions de la société auront les mêmes droit et avantages.

L'assemblée confirme de plus, que la société disposera d'un compte prime d'émission, établi au jour de la présente assemblée en fonction du solde des fonds disponibles suite à la fixation du capital social, lequel pourra être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'instaurer une version anglaise des statuts, laquelle sera suivie d'une version française et définie la version anglaise comme version prépondérante en cas de divergences.

L'assemblée décide par ailleurs, afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, de procéder à une refonte complète des statuts, sans néanmoins toucher à la forme juridique d'une société anonyme de la société.

Les statuts refondus auront dorénavant la teneur suivante:

Version française:**“Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous forme d'une société anonyme qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «ARGO INVESTMENT SPF S.A.»

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion de celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), telle que modifiée.

Art. 5. «Le capital social est fixé à EUR 20.000.000,- (vingt millions d'euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) actions sans désignation de valeur nominale chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Dans le cas des actions au porteur, celles-ci sont déposées auprès d'un dépositaire nommé par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration, ceci conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat constatant toutes les inscriptions le concernant lui est délivré par le dépositaire. Le transfert des actions au porteur ne pourra se faire qu'en accord avec les dispositions de l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les actions sont détenues par les investisseurs éligibles plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi SPF:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra dans la commune du siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial («SPF»), telle que modifiée, trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.».

Version anglaise:

"Denomination - Headquarters - Duration - Purpose - Capital

Art. 1. A Private Asset Management Company, in short "SPF", is hereby created in the form of a limited company which will be governed by these Statutes and legal provisions.

The name of the company is "ARGO INVESTMENT SPF S.A."

Art. 2. The headquarters of the company are established in Luxembourg-Ville.

By simple decision of the Board of Directors, the company may establish subsidiaries, branches, agencies or administrative headquarters in the Grand Duchy of Luxembourg as well as abroad.

Without prejudice to the rules of general law in respect to contractual termination, in the event of the headquarters of the company being established through contract with third parties, the headquarters of the company may be transferred on a simple decision of the Board of Directors to any other site of the headquarters' commune. The headquarters may be transferred to any other locality of the Grand Duchy by decision of the General Assembly.

When extraordinary events of a political, economic or social nature, that could compromise normal activity at the headquarters or the easy communication of these headquarters with foreign countries, happen or are imminent, the headquarters shall be temporarily transferred abroad until complete cessation of these abnormal circumstances, without any effect on the nationality of the company, which, notwithstanding this temporary headquarters transfer, will remain Luxembourgian.

Such a headquarter transfer statement will be made and brought to the attention of third parties by one of the executive bodies of the company entitled to bind it for current and daily management affairs.

Art. 3. The company is established for an unlimited duration.

Art. 4. The company has for exclusive purpose the acquisition, possession, management and realization of assets consisting of financial instruments (as defined in the Act of August 5th, 2005 on the financial security contracts) and cash and assets of any nature whatsoever held into account.

It may hold shares in companies without however interfering in the management of the latter.

It shall not engage in any business activity.

It shall keep its shares either for natural persons acting in the framework of their private asset management, or for asset management entities acting exclusively in the interest of the private assets of one or more natural persons, or for intermediaries acting on behalf of the investors mentioned above.

The shares it shall emit shall not be the subject of public offering or be listed on a stock market.

It shall take all measures to preserve its rights and shall carry out any operations relating to its purpose or supporting it, remaining however in the limits laid down by the Act of May 11th, 2007 relating to the establishment of a Private Asset Management Company ("SPF"), as amended.

Art. 5. The share capital is set at EUR 20.000.000 (twenty million Euros) divided into 200.000 (two hundred thousand) shares without par value.

In addition to the share capital, a share premium account can be established to which all premiums paid on a share in addition to the nominal value shall be transferred. The asset of this premium account can be used for repayment in case

of the shareholders' share redemption by the company, to compensate for net losses, to make distributions to shareholders, or to be allocated to the legal reserve.

The shares are registered shares or bearer shares at the discretion of the shareholder.

Shares issued in bearer form should be deposited in with a depositary appointed by the sole director, or in case of plurality of directors, by the board of directors, in conformity with article 42 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any bearer shareholder can request in writing an issue by the depositary of a certificate attesting all transcriptions in his or her regard. Any transfer of bearer shares can be only effected in respect of article 42 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended.

The shares are held by eligible investors more amply defined below.

Is considered as eligible investor within the meaning of the SPF Act:

- a) a natural person acting in the framework of his/her private asset management or
- b) an asset entity acting exclusively in the interest of the private assets of one or more natural persons or
- c) an intermediary acting on the account of investors referred sub a) or b) of this paragraph.

Each investor must declare in writing this status to the attention of the domiciliary entity or, if not, to the SPF leaders.

The share capital may be increased or reduced by decision of the General Assembly of shareholders acting as in the case of modification of statutes.

The company may, following the conditions and terms provided for by the Act of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended, repurchase its own shares.

Management - Monitoring

Art. 6. The company is managed by a board composed of at least three members, shareholders or not, appointed for a term which may not exceed six years by the General Assembly that can always revoke these members. In the case of a vacancy of the position of director appointed by the General Assembly, the remaining directors so appointed have the right to temporarily fill it.

In this case, the General Assembly, at the first meeting, shall proceed to the final election.

Art. 7. The Board of Directors shall elect a chairman from among its members. In case of incapacity of the chairman, the director appointed to that effect by the directors present, shall replace him.

The Board of Directors shall meet on call of the chairman or on the request of two directors.

The Board of Directors shall only validly deliberate and decide if the majority of its members is present or represented. Mandates between directors are admitted but no director may represent more than one of his colleagues.

Directors can cast their vote on issues on the agenda by letter, fax, video or phone conferences held in the forms provided for by law.

A decision in writing, approved and signed by all the directors, shall have the same effect as a decision taken at a meeting of the Board of Directors.

Art. 8. Any decision of the board shall be taken by an absolute majority of the members present or represented. In the event of a tie, the person chairing the meeting of the board shall have the casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the members present at the meetings. Copies or extracts will be certified by a director or by a representative.

Art. 10. The Board of Directors is invested with the widest powers to do all acts of administration and disposal which are within the purpose of the company. It is competent for all the acts that are not reserved expressly by the August 10th, 1915 Act and its later modifications and the statutes to the general assembly.

Art. 11. The Board of Directors may delegate all or part of its powers of daily management to directors or to third persons who do not necessarily have to be shareholders.

Art. 12. With respect to third parties, the company is bound in all circumstances by the joint signatures of two directors or by the individual signature of a delegate of the board within the limits of its powers. However, the signature of a single director shall be sufficient to validly represent the company in its dealings with public administrations.

Art. 13. The company is monitored by one or more commissioners, shareholders or not, appointed by the General Assembly that sets their number and their remuneration, and can always revoke them.

The duration of a mandate as commissioner is set by the General Assembly. However, it may not exceed six years.

General assembly

Art. 14. The General Assembly shall gather all the shareholders. It has the most extensive powers to decide on social affairs.

Convocations shall follow the forms and time limits laid down by the law.

Art. 15. The annual General Assembly of shareholders will be held in the commune of the head office of the company or any other place that shall be set in the notice of convocation, the third Thursday of the month of June at 2 p.m.

If the date of the assembly is on a public holiday, it shall meet the following working day.

Art. 16. An extraordinary general assembly may be convened by the Board of Directors or by the commissioner(s). It must be convened on the written request of shareholders representing 10% of the share capital.

Art. 17. Each share entitles to one vote.

The company recognizes only one owner per share. If a share of the company is owned by several owners in undivided ownership, the company shall have the right to suspend the exercise of all rights attached until only one person has been designated as being its owner.

Financial year - Distribution of profits

Art. 18. The financial year begins January first and ends December thirty-first of each year.

The Board of Directors establishes the annual accounts such as provided by law.

It gives these along with a report on the operations of the company to the commissioner(s) at least one month before the ordinary general assembly.

Art. 19. On the net profit for the financial year, 5% at least is levied for the formation of a legal reserve fund; this levy ceases to be compulsory when the reserve has reached 10% of the share capital.

The balance is available to the General Assembly.

The Board of Directors may make advance payments on dividends under the observation of the rules relating thereto.

The General Assembly may decide that the distributable profits and reserves will be allocated to the depreciation of capital with no reduction to such capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by decision of the General Assembly, acting as it would for amendments to the statutes.

Upon the dissolution of the company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, natural or legal persons, appointed by the General Assembly which shall determine their powers and their compensation.

General provision

Art. 21. The August 10th, 1915 Act on commercial companies and its subsequent amendments as well as the Act of May 11th, 2007 on private asset management companies ("SPF"), as amended, shall be applied wherever they have not been waived by these statutes."

Cinquième résolution

L'assemblée prend acte de la démission de tous les membres du conseil d'administration et leur accorde décharge pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à la date de ce jour.

Sixième résolution

L'assemblée constate la prise de fin des contrats avec la société de gestion, le dépositaire et le réviseur d'entreprise agréé en fonction et leur accorde décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à la date de ce jour.

Septième résolution

L'assemblée nomme un nouveau conseil d'administration composé comme suit:

- Madame Nathalie Rehm, née le 19 août 1966 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg;

- Monsieur Claude Zimmer, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg;

- Monsieur Matthieu Baumgartner, né le 4 janvier 1969 à Paris 8^{ème} (France), demeurant professionnellement au 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs expireront à l'assemblée générale ordinaire annuelle laquelle se tiendra en 2015.

Par dérogation de l'article 7 des statuts refondus ci-avant, Monsieur Claude ZIMMER, prénommé, est nommé président du conseil d'administration.

Huitième résolution

L'assemblée nomme ZIMMER & PARTNERS S.A., une société anonyme avec siège social au 50 rue Charles Martel, L - 2134 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B151507, en tant que commissaire aux comptes.

Le mandat de commissaire aux comptes expirera à l'assemblée générale ordinaire annuelle laquelle se tiendra en 2015.

Neuvième résolution

La société transfert son siège social de la Société au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 2.500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passée à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. PAULISSEN, F. MARX, R. SONNENSCHNEIN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 04 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57733. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014200779/443.

(140225186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

VTG Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 192.773.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of the month of December,

Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Rail Holdings Nederland C.V., a limited partnership (commanditaire vennootschap), under the laws of the Netherlands, with registered office at Rotterdam, the Netherlands, with address at Waalhaven Z.z. 19, 3rd floor, 3089 JH Rotterdam, the Netherlands and registered with the Dutch Trade Register under number 61868868, represented by its general partner, VTG Nederland B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap) under the laws of the Netherlands, with corporate seat at Rotterdam, the Netherlands, with address at Waalhaven Z.z. 19, 3rd floor, 3089 JH Rotterdam, the Netherlands and registered with the Dutch Trade Register under number 61860646, represented by Me Philippe Prussen, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 14 November 2014 (which after being initialed shall remain attached to the present deed to be submitted together with it to the registration formalities).

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a joint stock company (société anonyme) under the name of VTG Finance S.A. which is hereby established as follows:

Part I. Form, Denomination, Duration, Registered office

Art. 1. Form, Name. There exists with the initial shareholder and all those who may become owners of the Shares hereafter a Company in the form of a société anonyme, under the name of VTG Finance S.A. (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an undetermined duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a General Meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.2 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the Board of Directors.

3.3 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

3.4 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily

transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and any interested parties will be notified by the Board of Directors.

Part II. Purpose, Object

Art. 4. Purpose, Object.

4.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other entities or enterprises, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities or rights of any kind including interests in partnerships, and the holding, acquisition, disposal, investment in any manner in, development, licensing or sub licensing of, any patents or other intellectual property rights of any nature or origin as well as the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.2 The Company may borrow in any form, and issue by private or public offer bonds, convertible bonds, notes and debentures or any other securities or instruments it deems fit.

4.3 In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up stream or cross stream), take any controlling, management, administrative and/or supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4.4 The Company may provide financing, pooling, treasury or other services to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit and may employ any techniques and use any instruments relating to its investments or participations including techniques or instruments designed to provide credit, currency exchange, interest rate or any other risks.

4.5 Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Part III. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company has an issued share capital of thirty one thousand euro (EUR31,000) represented by thirty one thousand (31,000) fully paid Shares, each with a nominal value of one euro (EUR1.00) with such rights and obligations as set forth in the present Articles.

5.2 The authorised un-issued share capital of the Company is set at two million euro (EUR2,000,000) to be represented by two million (2,000,000) Shares, each with a nominal value of one euro (EUR1.00).

5.2.1 The authorised un-issued share capital (and any authorization granted to the Board of Directors in relation thereto) shall be valid from the date of incorporation until the fifth anniversary of the date of publication of the deed of incorporation of the Company in the Mémorial.

5.2.2 The Board of Directors, or any delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, may from time to time issue Shares to existing Shareholder(s) within the limits of the authorised un-issued share capital against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve to. Upon an issue of Shares within the authorised Share capital the Board shall have these Articles amended accordingly.

5.3 The issued and/or authorized unissued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the General Meeting adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by law for any amendment of these Articles.

5.4 The Company may not issue fractional Shares. The Board of Directors shall however be authorised at its discretion to provide for the payment of cash of the issuance of scrip in lieu of any fraction of a Share.

5.5 The Company or its subsidiaries may proceed to the purchase or repurchase of its own Shares and may hold Shares in treasury, each time within the limits laid down by law.

5.6 Any Share Reserve shall be freely distributable in accordance with the provision of these Articles.

Art. 6. Shares in registered form only.

6.1 Shares of the Company are in registered form only.

6.2 A Share Register will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder. Ownership of registered Shares will be established by inscription in the said Share Register.

6.3 The Shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the Share will be required to name a single proxy to represent the Share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached

to such Share until one person has been so appointed. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

6.4 The Company may consider the person in whose name the Shares are registered in the Share Register as the full owner of such Shares. The Company shall be completely free from any responsibility in dealing with such Shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such registered shares to be non-existent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of Shares. In the event that a holder of Shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Company may be sent, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Share Register and such holder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until a different address shall be provided to the Company by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the Share Register by means of written notification to the Company.

6.5 All communications and notices to be given to a registered Shareholder shall be deemed validly made to the latest address communicated by the Shareholder to the Company.

6.6 Upon the written request of a Shareholder, registered nominative Share certificate(s) recording the entry of such Shareholder in Share Register may be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board of Directors. Such certificates shall be signed manually or by facsimile by two Board Members. Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated Share certificates shall be delivered before new certificates are remitted.

Art. 7. Voting Rights of Shares.

7.1 Subject as set forth in the present Articles, each Share shall be entitled to one vote at all General Meetings.

Art. 8. Transfer of Shares.

8.1 A transfer of registered Shares made in accordance with the provisions of the present Articles shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the Share Register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives. The Company may accept and enter in the relevant register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Part IV. Other securities

Art. 9. Other Securities. Securities (other than Shares which are covered by Article 6) of the Company may be issued in registered, dematerialised, bearer or any other form permitted by law.

Part V. Management of the company

Art. 10. Management of the Company - Board of Directors - Sole Director.

10.1 The Company shall be managed by a Board of Directors which is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal, management and administration falling within the purposes of the Company. In the event the Company has only one Shareholder, the Company may, at the option of the sole Shareholder, be managed by one Director as provided for by law and all provisions in the present Articles referring to the Board of Directors shall be deemed to refer to the sole Director (*mutatis mutandis*) who shall have all such powers as provided for by law and as set forth in the present Articles with respect to the Board of Directors.

10.2 All powers not expressly reserved by the law or by the Articles of the Company to the General Meeting shall be within the competence of the Board of Directors.

10.3 Except as otherwise provided herein or by law, the Board of Directors of the Company is authorised to take such action (by resolution or otherwise) and to adopt such provisions as shall be necessary, appropriate, convenient or deemed fit to implement the purpose of the Company.

Art. 11. Composition of the Board of Directors.

11.1 The Company shall be managed by a sole Director (as provided under Article 10) or a Board of Directors composed of no less than three (3) Directors (unless otherwise provided herein) who may but do not need to be Shareholders of the Company.

11.2 The Directors are appointed by the General Meeting for a period not exceeding six (6) years or until their successors are elected; provided however that any one or more of the Directors may be removed with or without cause (*ad nutum*) by the General Meeting by a simple majority vote of votes cast at a General Meeting. The General Meeting may decide to classify the Directors into one or more classes, namely class A and class V. In case of such classification the minutes of the relevant General Meeting shall record the class to which a Director belongs (if any).

11.3 The Directors shall be eligible for re-election.

11.4 In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement, resignation, dismissal, removal or otherwise, the remaining Directors may fill such vacancy and appoint a successor to act until the next General Meeting.

Art. 12. Chairman.

12.1 The Board of Directors shall, to the extent required by law and otherwise may, appoint the chairman of the Board of Directors amongst its members. The chairman shall preside over all meetings of the Board of Directors and General Meetings including class meetings. In the absence of the chairman a chairman ad hoc elected by the Board, the General Meeting (or class meeting, as the case may be), shall chair the relevant meeting.

12.2 In case of a tie the chairman (or any other Board member) shall not have a casting vote.

Art. 13. Board Proceedings.

13.1 The Board of Directors shall meet upon call by (or on behalf of) any Director.

13.2 Notice of any meeting of the Board of Directors must be given by letter, cable, telegram, telephone, facsimile transmission, telex or e-mail advice to each Director at least twenty four (24) hours in advance of the meeting, except in the case of an emergency or urgent matter, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors. No convening notice shall be required for meetings held pursuant to a schedule previously approved by the Board and communicated to all Board members. A meeting of the Board may also be validly held without convening notice to the extent the Directors present or represented do not object and those Directors not present or represented have waived the convening notice in writing, by fax or e-mail.

13.3 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing by letter or by cable, telegram, facsimile transmission or e-mail another Director as his proxy.

13.4 The duly convened meeting of the Board of Directors shall be duly constituted and validly deliberate if at least a majority of all Directors in office (and able to vote) is present or represent, provided that if the General Meeting has classified Directors into classes A and V, such quorum shall always comprise at least one Class V Director (present or represented). Resolutions put to the vote shall be passed only if approved by a majority of affirmative votes of the Directors present or represented (and able to vote) provided that if the General Meeting has classified Directors into classes A and V, such majority shall always comprise the vote of at least one Class V Director (present or represented)

13.5 Meetings of the Board of Directors may be validly held physically or, at any time and in all circumstances, by means of telephonic conference call, videoconference or any other means, which allow the identification of the relevant Director and permit the participants to communicate with each other. A Director attending the meeting in such manner (other than physically) shall be deemed present at the meeting for as long as he is connected.

13.6 The Board of Directors may also in all circumstances with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, facsimile transmission, or e-mail.

13.7 The minutes of any meeting of the Board of Directors (or copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise) shall be signed by the chairman of the Board, the chairman of the relevant meeting or by any two (2) Directors (provided that if the General Meeting has classified Directors into classes A and V, such Directors shall always comprise one Class V Director) or as resolved at the relevant Board meeting or a subsequent Board meeting.

Art. 14. Delegation of power, committees, secretary.

14.1 The Board may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent the Company in its day to day business, to individual Directors or other officers or agents of the Company (with power to sub-delegate). In addition the Board of Directors may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent the Company in its day to day business to an executive committee as it deems fit. The Board of Directors shall determine the conditions of appointment and dismissal as well as the remuneration and powers of any person or persons or committee so appointed.

14.2 The Board of Directors may also appoint and confer special powers and mandates to any person to represent the Company for the purpose of performing specific functions at every level within the Company.

14.3 The Board of Directors may (but shall not be obliged to) establish one or more committees and for which it shall, if one or more of such committees are set up, appoint the members (who may be but do not need to be Board members), determine the purpose, powers and authorities as well as the procedures and such other rules as may be applicable thereto.

14.4 The Board of Directors may appoint a secretary of the Company who may but does not need to be a member of the Board of Directors and determine his responsibilities, powers and authorities.

Art. 15. Binding Signature. The Company will be bound by the joint signature of any two (2) Directors (provided that if the General Meeting has classified Directors into classes A and V, such Directors shall always comprise at least one Class V Director) or by the sole or joint signatures of any persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors. For the avoidance of doubt, for acts regarding the daily management of the Company the

Company will be bound by the sole signature of the administrateur délégué ("Chief Executive Officer" or "CEO") or any person or persons to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors.

Art. 16. Board Indemnification.

16.1 The Directors are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

16.2 Subject to the exceptions and limitations listed in article 16.3, every person who is, or has been, a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

16.3 No indemnification shall be provided to any Director or officer:

16.3.1 Against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

16.3.2 With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

16.3.3 In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Directors.

16.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

16.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 17. Conflicts of Interest.

17.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer, agent, adviser or employee of such other company or firm. Any Director or officer who serves as a director, officer or employee or otherwise of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm only, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.2 In the case of a personal conflict of interest of a Director, such Director shall indicate such conflict of interest to the Board and shall not deliberate or vote on the relevant matter to the extent provided for by law. Any conflict of interest arising at Board level shall be reported to the next General Meeting before any resolution as and to the extent required by law.

17.3 Where the Company comprises a sole Director and the sole Director has an interest conflicting with that of the Company in a transaction, such conflict of interest shall be disclosed in the resolution of the sole Director.

Part VI. General meetings

Art. 18. General Meetings - Annual General Meeting.

18.1 Any regularly constituted General Meeting of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

18.2 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the first Thursday of June of each year at 3pm (local time) (or such other day as permitted by applicable law). If such day is a legal holiday, the annual General Meeting shall be held on the next following normal business day.

18.3 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

18.4 Notice of all General Meetings shall be given to each Shareholder either by registered mail at least eight (8) days before the General Meeting or by such publications as set forth in applicable law. If all of the Shareholders are present or represented at a General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice or publication.

18.5 Any Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing or by fax or by cable or telegram or telex or pdf via e-mail.

18.6 Except as otherwise provided for herein or as required by law, resolutions at a duly constituted General Meeting will be passed by a simple majority of the votes attaching to Shares cast.

18.7 The Board of Directors, acting reasonably, may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any General Meeting.

18.8 General Meetings shall be presided over by the chairman of the Board of Directors, or, in his absence, by any other person designated by the General Meeting.

18.9 The Board of Directors may decide to allow the casting of votes in writing. In such case Shareholders may cast their vote by mail, by means of a form which shall contain at least the following mentions:

18.9.1 the date, time and place of the General Meeting,

18.9.2 the name, address and other appropriate particulars of the Shareholder,

18.9.3 the number of Shares held by the Shareholder,

18.9.4 the agenda,

18.9.5 the text of the proposed resolutions,

18.9.6 the possibility to express a positive or negative vote or an abstention;

18.9.7 the possibility to give power to vote on any new resolution or amendments to the proposed resolutions tabled at the General Meeting or announced by the Company after remittance of the voting form. Voting forms need to be remitted to the Company or its agent, no later than two (2) business days preceding the date of the relevant General Meeting, unless the Company sets a shorter time limit. Duly completed and executed voting forms received as aforesaid shall be taken into account for the calculation of the quorum at such General Meeting. Incomplete voting forms or voting forms received after the relevant time limit set by the Company shall not be taken into account.

18.10 Complying with the requirements of the law, once the Board of Directors has ratified that appropriate robust and tested technology and the related means for the casting of votes are available, the Board of Directors may allow participation of Shareholders in the General Meeting by way of video conference or by way of other telecommunication means permitting their due identification. Any Shareholder who participates in such a way to a General Meeting of the Company shall be deemed to be present at such General Meeting for the purpose of determining the quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such General Meeting. In case of interruption of transmissions or any other technical malfunctions having the same effect, the chairman may suspend the General Meeting. If such interruption cannot be cured within one (1) hour of the suspension, the General Meeting may validly resume and deliberate on all outstanding items of the agenda notwithstanding such interruption provided that those Shareholders no longer participating shall no longer be counted in the quorum.

18.11 The provisions applying to General Meetings shall apply mutatis mutandis to class meetings (if any).

18.12 In case the Company has only one holder of Shares, such sole holder shall have all powers of the General Meeting and all references in these Articles to the General Meeting shall be read as a reference to the sole Shareholder. Resolutions of the sole holder are recorded in writing.

18.13 Holders of notes or bonds issued by the Company shall not, unless compulsorily otherwise provided for by law, be entitled to assist or attend General Meetings.

Part VII. Amendment of articles

Art. 19. Amendments of Articles. The Articles of Incorporation may be amended from time to time by a resolution of the General Meeting to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Part VIII. Accounting year, Audit

Art. 20. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on first of January and shall terminate on thirty-first of December of each year.

Art. 21. Auditor.

21.1 The operations of the Company shall be supervised by a supervisory auditor (commissaire aux comptes) or approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) who need not be a shareholder as decided by the General Meeting (subject to article 21.2). The supervisory or approved statutory auditor shall be elected by the General Meeting for a period ending at the date of the next annual General Meeting. The supervisory or approved statutory auditor in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause (subject to the conditions of law, if any).

21.2 In the case the thresholds set by law as to the appointment of an independent auditor are met, the accounts of the Company shall be supervised by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé).

Part IX. Allocation

Art. 22. Allocation of Profits.

22.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to a non-distributable reserve as required by law. This allocation shall cease to be required as soon as and as long as such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the issued share capital of the Company.

22.2 The General Meeting shall determine how the annual results of the Company will be disposed of in accordance with the provisions of the present Articles. The General Meeting may resolve to distribute any distributable net profits, Share Reserve, other reserves and/or premium or to allocate them to any reserve it deems fit.

Part X. Distributions, Winding up

Art. 23. Distributions of dividends on Shares.

23.1 The General Meeting may resolve to distribute any distributable net profits, Share Reserve or other reserves and/or premium (if any) as dividends on Shares.

23.2 Interim dividends on Shares may be declared and paid by the Board of Directors subject to observing the terms and conditions provided by law either by way of a cash dividend or by way of an in kind dividend (including by way of Shares).

23.3 Any distribution declared may be paid in euro or any other currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors (subject to the resolutions of the General Meeting). The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distributions funds into the currency of their payment. Distributions may be made in specie (including by way of Shares).

23.4 A distribution declared but not paid (and not claimed) after five (5) years cannot thereafter be claimed by the relevant holder and shall be forfeited by the holder, and revert to the Company. No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders.

Art. 24. Winding up, Liquidation, Return of Capital.

24.1 In the event of the dissolution of the Company for whatever reason or at whatever time, the liquidation will be performed by liquidators or by the Board of Directors then in office who will be endowed with the powers provided by articles 144 et seq. of the Luxembourg Company Law of the tenth of August, nineteen hundred and fifteen.

24.2 Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any resulting balance shall be paid to the holders of Shares in accordance with the provisions set forth below.

24.3 The balance of the assets of the Company shall be applied in proportion to the respective number of Shares outstanding.

Part XI. Sole shareholder, Definitions, Applicable law

Art. 25. Sole Shareholder. If, and as long as one Shareholder holds all the Shares of the Company, the Company shall exist as a single Shareholder company pursuant to the provisions of Company Law (subject as the case may be to the provisions of the present Articles).

Art. 26. Definitions.

Articles or Articles of Incorporation	Means the present articles of incorporation of the Company as amended from time to time
Board or Board of Directors	Means the Board of Directors (conseil d'administration) of the Company (or as the case may be the sole Director)
Company Law	Means the law of 10 th August 1915 on commercial companies as amended (and any replacement law thereof)
Director	Means a member of the Board of Directors or as the case may be, the sole Director of the Company
General Meeting	Means the general meeting of Shareholders (or as the case may be the sole Shareholder)
Share Register	Means the register of Shares and Shareholders
Share Reserve	Means any reserve, share premium, paid in surplus, capital contribution or other reserves
Shareholder	Means a duly registered holder of Shares of the Company
Shares	Means the shares (actions) of the Company

Art. 27. Applicable law. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the Shareholders refer to the relevant legislation.

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the thirty one thousand (31,000) Shares by a payment in cash of thirty one thousand euro (EUR31,000).

Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,600.-.

Extraordinary decision of the sole shareholder

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 2 Boulevard Konrad Adenauer, Luxembourg L-1115, Grand Duchy of Luxembourg

2. The following persons are appointed as directors of the Company for a period ending at the annual general meeting approving the statutory financial statements of the Company for the year ending 31 December 2019 subject to the articles of incorporation of the Company:

Name	Profession	Professional Address	Date of Birth	Place of Birth
Graeme Jenkins	Banker	2 Boulevard Konrad Adenauer, L-1115, Luxembourg	13 October 1977	Glasgow, UK
Nahima Bared	Banker	2 Boulevard Konrad Adenauer, L-1115, Luxembourg	29 December 1977	Thionville, France
Laurie Domecq	Banker	2 Boulevard Konrad Adenauer, L-1115, Luxembourg	9 April 1988	Choisy-Le-Roi

3. PricewaterhouseCoopers, société coopérative incorporated under Luxembourg law having its registered office at 2 rue Gerhard Mercator L-2182, Luxembourg, and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 65477, has been appointed as approved statutory auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting of shareholders approving the statutory financial statements of the Company for the year ending 31 December 2015 subject to the articles of association of the Company.

4. The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31 December 2015.

In faith of which we, the undersigned notary, who understands and speaks English, have set our hand in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation in German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunten Tage des Monats Dezember,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Rail Holdings Nederland C.V., eine Kommanditgesellschaft niederländischen Rechts (commanditaire vennootschap), mit Sitz in Rotterdam, Niederlande, mit Anschrift in Waalhaven Z.z. 19, 3. Stock, 3089 JH Rotterdam, Niederlande, und eingetragen im niederländischen Handelsregister unter der Nummer 61868868, vertreten durch ihren Komplementär, VTG Nederland B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung niederländischen Rechts (besloten vennootschap), mit Sitz in Rotterdam, Niederlande, mit Anschrift in Waalhaven Z.z. 19, 3. Stock, 3089 JH Rotterdam, Niederlande, und eingetragen im niederländischen Handelsregister unter der Nummer 61860646, vertreten durch Maître Philippe Prussen, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 14 November 2014 (welche nach Ausfertigung der vorliegenden Urkunde als Anlage beiliegen wird, um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden).

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Aktiengesellschaft mit der Bezeichnung VTG Finance S.A. wie folgt zu beurkunden:

Teil I. Rechtsform, Bezeichnung, Dauer, Eingetragener Sitz

Art. 1. Rechtsform, Bezeichnung. Zwischen dem Gründungsaktionär und all jenen, die künftig Inhaber von Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft mit der Bezeichnung VTG Finance S.A. (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre in der für die Abänderung dieser Satzung vorgesehenen Art und Weise aufgelöst werden.

Art. 3. Eingetragener Sitz.

3.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss einer Hauptversammlung kann der Sitz an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden wobei ein solcher Beschluss den gleichen Erfordernissen unterliegt wie eine Änderung dieser Satzung.

3.2 Die Anschrift des eingetragenen Sitzes kann durch Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

3.3 Die Gesellschaft kann sowohl in Luxemburg als auch im Ausland Niederlassungen und Geschäftsstellen unterhalten.

3.4 Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der eingetragene Sitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz einer solchen vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Verwaltungsrat ergriffen und sämtlichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Teil II. Zweck, Gegenstand

Art. 4. Zweck, Gegenstand.

4.1 Gegenstand der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen, in jeder beliebigen Form, an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, oder anderen Einrichtungen oder Unternehmen, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise sowie die Übertragung durch Verkauf, Umtausch oder auf andere Weise von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen und sonstigen Wertpapieren oder Rechten in jeder beliebigen Form, einschließlich Anteile an Teilhaberschaften, sowie das Halten, der Erwerb, die Verfügung, die Einlage in jeder beliebigen Form in, die Entwicklung, die Vergabe von Lizenzen oder Unterlizenzen von, Patenten oder anderen Rechten an geistigem Eigentum jeder Art oder jedem Ursprungs, sowie das Eigentum, die Verwaltung, die Entwicklung und das Management ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann ihre Geschäfte durch Niederlassungen in Luxemburg oder im Ausland ausführen.

4.2 Die Gesellschaft kann alle Arten von Krediten aufnehmen und im Rahmen einer Privatplatzierung oder eines öffentlichen Angebotes Anleihen, Wandelanleihen, Schuldscheine und Schuldverschreibungen und sonstige Wertpapiere oder Instrumente, die sie für angemessen hält, ausgeben.

4.3 Im Allgemeinen kann sie (mittels Darlehen, Vorschüssen, Bürgschaften Wertpapieren oder anderweitig) Gesellschaften oder andere Unternehmen, in welchen die Gesellschaft Anteile hält oder die Teil des Konzerns, zu dem die Gesellschaft gehört, sind, oder jeden Rechtsträger, den die Gesellschaft für angemessen hält (einschließlich up stream oder cross stream), unterstützen, Kontroll-, Geschäftsführungs-, Verwaltungs- und/oder Aufsichtsmaßnahmen ergreifen, sowie jede Tätigkeit ausführen, die die Gesellschaft zur Erfüllung und Förderung ihres Zwecks für nützlich erachtet.

4.4 Die Gesellschaft kann Finanz-, Pooling-, Treasury- oder andere Dienstleistungen für Gesellschaften oder andere Unternehmen, in welchen die Gesellschaft Anteile hält, oder die Teil des Konzerns, zu dem die Gesellschaft gehört, sind, oder für jeden Rechtsträger, den die Gesellschaft für angemessen hält, erbringen und kann alle Techniken und Instrumente in Bezug auf ihre Anlagen oder Anteile, einschließlich Techniken oder Instrumente zur Verhinderung von Kredit-, Wechselkurs-, Zinsänderungs- oder aller anderen Risiken verwenden.

4.5 Schließlich kann die Gesellschaft alle geschäftlichen, technischen, finanziellen sowie andere Tätigkeiten in direktem oder indirektem Zusammenhang in jeglichen Bereichen zur Erleichterung der Erfüllung ihres Zwecks ausführen.

Teil III. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das ausgegebene Gesellschaftskapital beläuft sich auf einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR) und ist in einunddreißigtausend (31.000) voll einbezahlte Aktien mit einem Nennwert von je ein Euro (1 EUR) mit den in dieser Satzung festgelegten Rechten und Pflichten eingeteilt.

5.2 Das genehmigte, nicht ausgegebene Gesellschaftskapital wird auf zwei Millionen Euro (2.000.000 EUR) festgelegt und ist in zwei Millionen (2.000.000) Aktien mit einem Nennwert von je ein Euro (1 EUR) eingeteilt.

5.2.1 Das genehmigte, nicht ausgegebene Gesellschaftskapital (und jede dem Verwaltungsrat erteilte Ermächtigung in diesem Zusammenhang) gilt ab dem Gründungsdatum bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Gründungsurkunde der Gesellschaft im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (Mémorial) als wirksam.

5.2.2 Der Verwaltungsrat, oder jeglicher vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß ernannte Stellvertreter, kann von Zeit zu Zeit Aktien an den (die) existierenden Aktionär(e) im Rahmen des genehmigten, nicht ausgegebenen Kapitals gegen Bareinlagen, Sacheinlagen oder durch Bildung von verfügbaren Rücklagen ausgeben, wobei dies zu solchen Zeitpunkten und unter solchen Bestimmungen, einschließlich des Ausgabepreises, erfolgt, die der Verwaltungsrat oder sein(e) Stellvertreter nach eigenem Ermessen festlegen kann. Bei einer Ausgabe von Aktien im Rahmen des genehmigten Gesellschaftskapitals muss der Rat eine entsprechende Satzungsänderung veranlassen.

5.3 Das ausgegebene und/oder genehmigte, nicht ausgegebene Gesellschaftskapital kann einmalig oder mehrmals durch Beschluss der Hauptversammlung im Einklang mit den Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den Mehrheitserforder-

nissen, die von dieser Satzung oder, gegebenenfalls, vom Gesetz für alle Änderungen dieser Satzung bestimmt sind, herauf- oder herabgesetzt werden.

5.4 Die Gesellschaft kann keine Bruchteile von Aktien ausgeben. Der Verwaltungsrat darf jedoch nach eigenem Ermessen die Barzahlung der Ausgabe einer Interimsaktie statt eines Aktienbruchteils vorsehen.

5.5 Die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften können ihre eigenen Aktien kaufen oder zurückkaufen und eigene Aktien halten, jedoch in jedem Fall innerhalb der gesetzlich festgelegten Grenzen.

5.6 Jede Aktienrücklage ist gemäß den Bestimmungen dieser Satzung frei ausschüttbar.

Art. 6. Aktien nur in Form von Namensaktien.

6.1 Die Aktien der Gesellschaft werden nur in Form von Namensaktien begeben.

6.2 Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, das dort von allen Aktionären eingesehen werden kann. Der Erwerb des Eigentums an den Namensaktien erfolgt durch Eintragung in das besagte Aktienregister.

6.3 Die Aktien sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft, die nur einen Inhaber pro Aktie anerkennt. Falls eine Aktie von mehr als einer Person gehalten wird, müssen die Personen, die einen Anspruch auf die Aktie geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten benennen, der die Aktie gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einer solchen Aktie verbunden sind, auszusetzen, bis eine einzige Person derart benannt wird. Dasselbe gilt bei einer Streitigkeit zwischen einem Nießbraucher und einem bloßen Eigentümer oder zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

6.4 Die Person, in deren Namen die Aktien im Aktienregister eingetragen sind, kann von der Gesellschaft als Alleininhaber solcher Aktien betrachtet werden. Die Gesellschaft ist im Umgang mit solchen Aktien gegenüber Dritten frei von jeglicher Haftung und ist berechtigt, alle Rechte, Anteile oder Ansprüche solcher Dritter in oder auf solche Namensaktien als nicht vorhanden anzusehen, jedoch vorbehaltlich aller Rechte eines solchen Dritten, die Eintragung oder die Änderung der Eintragung von Aktien zu verlangen. Falls ein Inhaber von Aktien der Gesellschaft keine Anschrift für Mitteilungen und Benachrichtigungen mitteilt, kann die Gesellschaft die Eintragung einer entsprechenden Anmerkung im Aktienregister erlauben. In diesem Fall wird angenommen, dass sich die Anschrift dieses Inhabers am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an jeder anderen Anschrift befindet, die von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit bestimmt wird, bis dieser Inhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitgeteilt hat. Der Inhaber darf jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft seine im Aktienregister eingetragene Anschrift ändern.

6.5 Alle Mitteilungen und Bekanntmachungen, die an einen eingetragenen Aktionär zu richten sind und an die Anschrift, die der Gesellschaft vom Aktionär zuletzt gemeldet wurde gerichtet werden, gelten als wirksam abgegeben.

6.6 Auf schriftlichen Antrag eines Aktionärs können Zertifikate von Namensaktien ausgestellt werden, die den Eintrag des Aktionärs in das Aktienregister in der Stückelung, die der Verwaltungsrat vorschreibt, bescheinigen. Diese Zertifikate werden in der vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausgegeben und tragen die vom Verwaltungsrat gewählten Kennzeichnungen und Kennnummern. Diese Zertifikate werden handschriftlich oder per Telefax von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Verlorene, gestohlene oder beschädigte Zertifikate werden von der Gesellschaft ersetzt, wobei die Gesellschaft festlegen kann, welche Nachweise und Entschädigungsleistungen sie hierfür verlangen kann. Beschädigte Zertifikate sind vor Ausstellung eines neuen Zertifikats vorzulegen.

Art. 7. Stimmrechte der Aktien.

7.1 Unbeschadet der Bestimmungen in dieser Satzung ist jede Aktie bei allen Hauptversammlungen zur Abgabe einer Stimme berechtigt.

Art. 8. Übertragung von Aktien.

8.1 Eine den Vorschriften dieser Satzung entsprechende Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Übertragungserklärung, die in das Aktienregister eingetragen wird und vom Übertragenden und Übertragungsempfänger oder von ihren entsprechenden bevollmächtigten Vertretern datiert und unterzeichnet sein muss. Die Gesellschaft kann eine Übertragung zulassen und sie im entsprechenden Register auf Basis der Korrespondenz oder anderer Unterlagen, die die Übertragungsvereinbarung zwischen dem Übertragenden und dem Übertragungsempfängers in einer für sie ausreichenden Weise nachweisen, eintragen.

Teil IV. Andere Wertpapiere

Art. 9. Andere Wertpapiere. Wertpapiere (anderer Art als Aktien, die durch Artikel 6 abgedeckt werden) der Gesellschaft können als Namensaktien, entmaterialisierte Aktien, Inhaberaktien oder in jeder anderen gesetzlich zulässigen Form ausgegeben werden.

Teil V. Leitung der Gesellschaft

Art. 10. Leitung der Gesellschaft - Verwaltungsrat - Alleiniges Verwaltungsratsmitglied.

10.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der mit den weitestgehenden Befugnissen zur Führung der Geschäfte der Gesellschaft und zur Ermächtigung und/oder Durchführung aller Verfügungs-, Leitungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft ausgestattet ist. Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, kann sie, nach Ermessen des alleinigen Aktionärs, von einem Verwaltungsratsmitglied geleitet werden, wie im Gesetz und in

den Bestimmungen dieser Satzung in Bezug auf den Verwaltungsrat vorgesehen. In diesem Fall ist jede Bezugnahme in dieser Satzung auf den Verwaltungsrat als Bezugnahme auf das alleinige Verwaltungsratsmitglied (mutatis mutandis) zu verstehen, der alle Befugnissen, die im Gesetz und in dieser Satzung in Bezug auf den Verwaltungsrat vorgesehen sind, innehat.

10.2 Alle Befugnisse, die gemäß dem Gesetz oder der Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, liegen in der Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

10.3 Sofern in den vorliegenden oder gesetzlichen Vorschriften nichts anderes bestimmt ist, darf der Verwaltungsrat der Gesellschaft die Maßnahmen (durch Beschluss oder auf andere Weise) ergreifen und die Vorschriften erlassen, die notwendig, angebracht, zweckmäßig oder als geeignet zu erachten sind, um den Zweck der Gesellschaft zu erfüllen.

Art. 11. Zusammensetzung des Verwaltungsrates.

11.1 Die Gesellschaft wird von einem alleinigen Verwaltungsratsmitglied (gemäß Artikel 10) oder von einem Verwaltungsrat geleitet, dem mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitglieder (soweit hierin nicht etwas anderes vorgesehen ist), die Aktionäre der Gesellschaft sein können aber nicht sein müssen, angehören.

11.2 Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung für längstens sechs (6) Jahre, oder bis ihre Nachfolger gewählt sind, ernannt. Jedoch können die Verwaltungsratsmitglieder mit oder ohne Grund (ad nutum) von der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der auf einer Hauptversammlung abgegebenen Stimmen ersetzt werden. Die Hauptversammlung kann beschließen, die Verwaltungsratsmitglieder in eine oder mehrere Klassen, namentlich Klasse A und Klasse V, einzustufen. Bei einer solchen Einstufung wird im Protokoll der entsprechenden Hauptversammlung die jeweilige Aktienklasse aufgeführt, zu der ein Verwaltungsratsmitglied (gegebenenfalls) gehört.

11.3 Die Verwaltungsratsmitglieder können wiedergewählt werden.

11.4 Wird eine Verwaltungsratsstelle infolge eines Todesfalls, der Pensionierung, der Kündigung, der Entlassung, der Absetzung oder anderer Umstände vakant, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder einen Nachfolger wählen, der die frei gewordene Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt.

Art. 12. Vorsitzender.

12.1 Der Verwaltungsrat kann und, soweit gesetzlich vorgesehen, wird aus seinen Reihen den Vorsitzenden des Verwaltungsrats ernennen. Der Vorsitzende führt den Vorsitz bei allen Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen einschließlich Versammlungen einzelner Klassen. Bei Abwesenheit des Vorsitzenden oder eines vom Verwaltungsrat gewählten ad hoc Vorsitzenden, führt die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls die Versammlung einer einzelnen Klasse) die jeweilige Sitzung.

12.2 Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden (oder jedem anderen Verwaltungsratsmitglied) kein entscheidendes Stimmrecht zu.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen.

13.1 Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch ein Verwaltungsratsmitglied (oder durch einen in seinem Namen Handelnden) zusammen.

13.2 Jedes Verwaltungsratsmitglied ist zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Sitzung per Brief, Kabel, Telegramm, Telefon, Telefax, Telex oder E-Mail zu laden. Hiervon ausgenommen sind Notfälle oder dringliche Angelegenheiten, wobei in einem solchen Fall die Art solcher Umstände in der Einberufung der Verwaltungsratssitzung kurz darzulegen ist. Für Sitzungen, die im Vorhinein durch Verwaltungsratsbeschluss in einem Zeitplan festgelegt wurden, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern mitgeteilt wurde, ist keine Einberufung notwendig. Eine Verwaltungsratssitzung kann auch ohne Einberufung wirksam durchgeführt werden, sofern die anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder nicht widersprechen und sofern die nicht anwesenden Verwaltungsratsmitglieder auf die Einberufung schriftlich, per Fax oder per E-Mail verzichtet haben.

13.3 Ein Verwaltungsratsmitglied kann sich auf den Verwaltungsratssitzungen vertreten lassen, indem er schriftlich per Brief oder per Kabel, Telegramm, Telefax oder E-Mail ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernannt.

13.4 Die ordnungsgemäß einberufene Verwaltungsratssitzung kann nur rechtswirksam beraten und beschließen, wenn mindestens die Mehrheit aller amtierenden Verwaltungsratsmitglieder (denen ein Stimmrecht zukommt) anwesend oder vertreten ist. Soweit die Hauptversammlung die Verwaltungsratsmitglieder in Klassen A und V eingestuft hat, muss das Quorum jedenfalls die Stimme von mindestens einem Verwaltungsratsmitglied (anwesend oder vertreten) der Klasse V beinhalten. Beschlüsse werden nur mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder (denen ein Stimmrecht zukommt) gefasst. Soweit die Hauptversammlung Verwaltungsratsmitglieder in Klassen A und V eingestuft hat, muss diese Mehrheit jedenfalls die Stimme von mindestens einem Verwaltungsratsmitglied (anwesend oder vertreten) der Klasse V beinhalten.

13.5 Die Verwaltungsratssitzungen können rechtswirksam unter persönlicher Anwesenheit oder, zu jeder Zeit und unter allen Umständen, per Telefon- oder Videokonferenz oder über jedes andere Kommunikationsmittel, das die Identifizierung des betreffenden Verwaltungsmitglieds und die Kommunikation zwischen sämtlichen, teilnehmenden Personen ermöglicht, abgehalten werden. Ein Verwaltungsratsmitglied, das auf diese Weise (anders als unter persönlicher Anwesenheit) an der Sitzung teilnimmt, gilt als anwesend an der Sitzung, solange es technisch verbunden ist.

13.6 Der Verwaltungsrat kann unter allen Umständen einstimmig auch Umlaufbeschlüsse fassen. Schriftliche Beschlüsse, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind, besitzen die gleiche Gültigkeit und Wirksamkeit wie Beschlüsse, die auf einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung gefasst werden. Die entsprechenden Unterschriften können entweder auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Beschlusses angebracht und per Brief, Kabel, Telefax oder E-Mail nachgewiesen werden.

13.7 Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung (oder Kopien oder Auszüge von solchen Protokollen, die unter Umständen in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können) müssen vom Vorsitzenden des Rats, vom Vorsitzenden der betreffenden Versammlung oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern (soweit die Hauptversammlung Verwaltungsratsmitglieder in Klassen A und V eingestuft hat, müssen diese Verwaltungsratsmitglieder immer ein Verwaltungsratsmitglied der Klasse V miteinschließen) oder wie beschlossen in der betreffenden Verwaltungsratssitzung oder in einer nachfolgenden Verwaltungsratssitzung unterzeichnet werden.

Art. 14. Übertragung von Befugnissen, Ausschüsse, Protokollführer.

14.1 Der Verwaltungsrat kann die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft und die Befugnis zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen dieser laufenden Geschäfte auf einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder auf andere Führungskräfte oder Erfüllungsgehilfen der Gesellschaft (mit der Befugnis zur Delegation) übertragen. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Befugnis zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen dieser laufenden Geschäfte auf einen Exekutivausschuss übertragen, soweit ihm dies nützlich erscheint. Der Verwaltungsrat legt die Voraussetzungen für die Ernennung und Abberufung sowie die Vergütung und Befugnisse jeder so ernannten Person bzw. jedes so ernannten Ausschusses fest.

14.2 Der Verwaltungsrat kann zudem eine Person ernennen und auf diese Sonderbefugnisse und Mandate zur Vertretung der Gesellschaft übertragen, um bestimmte Funktionen auf allen Ebenen innerhalb der Gesellschaft auszuführen.

14.3 Der Verwaltungsrat kann (ist jedoch nicht verpflichtet) einen oder mehrere Ausschüsse bilden, für welche er, wenn ein oder mehrere Ausschüsse in diesem Sinne gebildet werden, die Mitglieder (die Verwaltungsratsmitglieder sein können aber nicht zwingend sein müssen) ernennt, und den Zweck, die Befugnisse, die Zuständigkeiten sowie die Verfahren und sämtliche andere geltenden Regeln festlegt.

14.4 Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär der Gesellschaft (corporate secretary), der Verwaltungsratsmitglied sein kann aber nicht zwingend sein muss, ernennen, und seine Aufgaben, Befugnisse und Zuständigkeiten festlegen.

Art. 15. Rechtsverbindliche Unterschriften. Die Gesellschaft verpflichtet sich durch gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern (soweit die Hauptversammlung Verwaltungsratsmitglieder in Klassen A und V eingestuft hat, müssen diese Verwaltungsratsmitglieder immer ein Verwaltungsratsmitglied der Klasse V miteinschließen) oder durch Einzelunterschrift oder gemeinsame Unterschrift von Personen, der/denen der Verwaltungsrat eine entsprechende Zeichnungsbefugnis erteilt hat. Um Zweifel auszuschließen, verpflichtet sich die Gesellschaft im Rahmen der laufenden Geschäftsführung der Gesellschaft durch Einzelunterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds (administrateur délégué) oder der Personen, denen der Verwaltungsrat eine entsprechende Zeichnungsvollmacht erteilt hat.

Art. 16. Freistellung des Verwaltungsrats.

16.1 Die Verwaltungsratsmitglieder sind für Verbindlichkeiten der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Erfüllungsgehilfen der Gesellschaft sind sie jedoch für die Erfüllung ihrer Pflichten verantwortlich.

16.2 Vorbehaltlich der in Artikel 16.3 aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche in angemessener Weise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Streitsachen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig aufgrund dessen, dass er ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft ist oder gewesen ist involviert ist und gegen die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, freistellen. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder drohenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittelverfahren) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Verfahrenskosten, Entscheide, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

16.3 Einem Verwaltungsratsmitglied oder einer Führungskraft wird keine Freistellung gewährt:

16.3.1 gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Aktionäre, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die seine Amtsführung mit sich bringen;

16.3.2 im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

16.3.3 im Falle einer Streitbeilegung, es sei denn die Streitbeilegung ist von einem Gericht der zuständigen Gerichtsbarkeit oder vom Verwaltungsrat genehmigt worden.

16.4 Das Recht der Freistellung, das hier vorgesehen ist, wird jeweils einzeln gewährt, berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder die Führungskraft jetzt oder zu einem späteren Zeitpunkt ein Anrecht hat, soll bei einer Person, die kein Verwaltungsratsmitglied oder Führungskraft mehr ist bestehen bleiben und soll zum Vorteil der

Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern einer solchen Person erhalten bleiben. Die vertraglichen Rechte auf Schadloshaltung des Gesellschaftspersonals, einschließlich der Verwaltungsratsmitglieder und Führungskräfte werden durch keine der hierin enthaltenen Bestimmungen berührt.

16.5 Ausgaben in Verbindung mit der Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, eines Prozesses oder Verfahrens der Art und Weise wie in diesem Artikel beschrieben, sollen von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber nur gegen Erhalt einer Zusicherung seitens oder im Namen der Führungskraft oder des Verwaltungsratsmitglieds über die Rückzahlung dieses Betrags für den Falle, dass im Ergebnis kein Anspruch auf Freistellung nach diesem Artikel besteht, in Vorkasse geleistet werden.,

Art. 17. Interessenkonflikte.

17.1 Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte der Gesellschaft an der betreffenden anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Partner, Führungskraft, Erfüllungsgehilfe, Berater oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind. Ist ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft gleichzeitig Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer Gesellschaft oder Firma, mit der die Gesellschaft vertraglich oder anderweitig in Geschäftsbeziehung tritt, so ist er/sie nur aufgrund dieser Verbindung mit der betreffenden Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, in Bezug auf solche Verträge oder andere Geschäfte zu beraten, abzustimmen oder anderweitig zu handeln.

17.2 Besteht bei einem Verwaltungsratsmitglied ein persönlicher Interessenkonflikt, so muss das betreffende Verwaltungsratsmitglied den Verwaltungsrat über den entsprechenden persönlichen Interessenkonflikt in Kenntnis setzen und kann an den Beratungen oder Abstimmungen über die betreffende Angelegenheit nicht teilnehmen, soweit dies gesetzlich vorgesehen ist. Der nächstfolgenden Hauptversammlung ist über jeden auf Verwaltungsratsebene entstehenden Interessenkonflikt vor allen Beschlüsse zu berichten, wenn und soweit dies gesetzlich vorgesehen ist.

17.3 Hat die Gesellschaft nur ein alleiniges Verwaltungsratsmitglied und hat das alleinige Verwaltungsratsmitglied ein Interesse, das den Interessen der Gesellschaft an einem Geschäft entgegensteht, ist dieser Interessenkonflikt im Beschluss des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds aufzunehmen.

Teil VI. Hauptversammlungen

Art. 18. Hauptversammlungen - Jahreshauptversammlung.

18.1 Die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft wird durch jede ordnungsgemäß zusammengesetzte Hauptversammlung der Gesellschaft vertreten. Sie ist mit den weitestgehenden Befugnissen zur Anordnung, Ausführung oder Genehmigung von Handlungen in Bezug auf alle Geschäfte der Gesellschaft ausgestattet.

18.2 Die Jahreshauptversammlung wird gemäß Luxemburger Recht am ersten Donnerstag im Juni jeden Jahres um 15 Uhr (Ortszeit) (oder an einem anderen gesetzlich zugelassenen Tag) am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in Luxemburg abgehalten, der im Einberufungsschreiben der Versammlung anzugeben ist. Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, so wird die Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Geschäftstag abgehalten.

18.3 Andere Hauptversammlungen können an einem solchen Ort und zu einem solchen Zeitpunkt abgehalten werden, wie aus dem jeweiligen Einberufungsschreiben hervorgeht.

18.4 Jeder Aktionär ist mindestens acht (8) Tage vor der Hauptversammlung entweder per Einschreiben oder durch in den geltenden Gesetzen festgelegte Veröffentlichungen, zu laden. Wenn alle Aktionäre an einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

18.5 Ein Aktionär kann sich auf Hauptversammlungen auch vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich oder per Telefax, Kabel, Telegramm, Telex oder per E-Mail (PDF-Format) bevollmächtigt.

18.6 Sofern diese Satzung oder das Gesetz nichts anderes vorsieht, werden die Beschlüsse einer ordnungsgemäß zusammengesetzten Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der mit den Aktien verbundenen, abgegebenen Stimmen gefasst.

18.7 Der Verwaltungsrat kann in angemessener Weise alle anderen Bedingungen, die von den Aktionären zur Beteiligung an einer Hauptversammlung erfüllt werden müssen, festlegen.

18.8 Der Vorsitzende des Verwaltungsrats oder, in seiner Abwesenheit, eine von der Hauptversammlung ernannte andere Person führt den Vorsitz in den Hauptversammlungen.

18.9 Der Verwaltungsrat kann beschließen, die schriftliche Stimmabgabe zu erlauben. In diesem Fall können die Aktionäre per Post mittels einem Mitteilungsblatt, das mindestens die folgenden Angaben enthalten muss, ihre Stimme abgeben:

18.9.1 das Datum, die Zeit und den Ort der Hauptversammlung,

18.9.2 den Name, die Anschrift und andere geeigneten Angaben des Aktionärs,

18.9.3 die Anzahl von Aktien, die vom Aktionär gehalten sind,

18.9.4 die Tagesordnung,

18.9.5 den Text der Beschlussvorschläge,

18.9.6 die Möglichkeit, eine positive oder negative Stimme oder eine Enthaltung abzugeben;

18.9.7 die Möglichkeit zur Ermächtigung, die Stimmabgabe über einen neuen Beschluss oder über Änderungen der auf der Hauptversammlung vorgelegten oder von der Gesellschaft angekündigten Beschlussvorschläge, nachdem der Stimmzettel übergeben wurde. Stimmzettel müssen der Gesellschaft oder ihrem Vertreter spätestens zwei (2) Geschäftstage vor dem Tag der betreffenden Hauptversammlung zugehen, sofern die Gesellschaft eine kürzere Frist nicht festlegt. Ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete Stimmzettel, die wie oben beschrieben erhalten wurden, werden für die Berechnung des Quorums bei einer solchen Hauptversammlung berücksichtigt. Unvollständige Stimmzettel oder Stimmzettel, die nach der betreffenden, von der Gesellschaft festgelegten Frist erhalten wurden, werden nicht berücksichtigt.

18.10 Nachdem der Verwaltungsrat genehmigt hat, dass eine verlässliche und bewährte Technologie und die damit verbundenen Mittel für die Stimmabgabe zur Verfügung stehen, kann der Verwaltungsrat gemäß den Anforderungen des Gesetzes die Beteiligung von Aktionären in der Hauptversammlung durch Videokonferenz oder durch andere Kommunikationsmittel, die seine ordnungsmäßige Identifizierung ermöglichen, erlauben. Jeder Aktionär, der auf solche Weise an einer Hauptversammlung der Gesellschaft teilnimmt, gilt für die Festlegung des Quorums als anwesend in einer solchen Hauptversammlung und ist berechtigt, über in einer solchen Hauptversammlung beratenen Angelegenheiten seine Stimme abzugeben. Bei Übertragungsunterbrechung oder allen anderen technischen Störungen mit demselben Effekt, kann der Vorsitzende die Hauptversammlung aussetzen. Wenn eine solche Unterbrechung innerhalb einer (1) Stunde nach der Aussetzung nicht beseitigt werden kann, kann die Hauptversammlung ungeachtet solcher Unterbrechung rechtswirksam fortgesetzt werden und über alle offenen Punkte der Tagesordnung beraten, sofern die Aktionäre, die nicht mehr daran teilnehmen, bei der Ermittlung des Quorums nicht mehr mitgezählt werden.

18.11 Die Bestimmungen für Hauptversammlungen gelten (gegebenenfalls) mutatis mutandis für Versammlungen einer einzelnen Klasse.

18.12 Hat die Gesellschaft nur einen einzigen Inhaber von Aktien, so übt dieser Inhaber die Befugnisse der Hauptversammlung aus, und alle Bezugnahmen in dieser Satzung auf die Hauptversammlung gelten als Bezugnahme auf den alleinigen Aktionär. Die vom alleinigen Aktionär gefassten Beschlüsse werden schriftlich aufgenommen.

18.13 Inhaber von Anleihen oder Schuldscheinen, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, sind nicht berechtigt, an Hauptversammlungen teilzunehmen, sofern das Gesetz nicht zwingend etwas anderes bestimmt.

Teil VII. Änderung der Satzung

Art. 19. Änderung der Satzung. Die Satzung kann von Zeit zu Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung gemäß der gesetzlich vorgeschriebenen Quorums- und Abstimmungsanforderungen geändert werden.

Teil VIII. Geschäftsjahr, Prüfung

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jedes Jahres.

Art. 21. Prüfer.

21.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem Abschlussprüfer (commissaire aux comptes) oder einem zugelassenen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé), der kein Aktionär sein muss, geprüft, wie von der Hauptversammlung (gemäß Artikel 21.2) beschlossen. Der Abschlussprüfer oder der zugelassene Wirtschaftsprüfer wird von der Hauptversammlung bis zur nächsten Jahreshauptversammlung gewählt. Der amtierende Abschlussprüfer oder zugelassene Wirtschaftsprüfer kann jederzeit von der Hauptversammlung mit oder ohne Grund (gemäß den gesetzlichen Voraussetzungen, soweit vorhanden) ersetzt werden.

21.2 Wenn die gesetzlichen Schwellenwerte in Bezug auf die Ernennung eines unabhängigen Prüfers erreicht werden, wird der Abschluss der Gesellschaft von einem zugelassenen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft.

Teil IX. Ertrag

Art. 22. Ertragsverteilung.

22.1 Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) einer gesetzlich vorgeschriebenen nicht ausschüttbaren Rücklage zugewiesen. Diese Zuweisung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange der Betrag dieser Rücklage zehn Prozent (10 %) des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft erreicht.

22.2 Die Hauptversammlung legt fest, wie das Jahresergebnis der Gesellschaft gemäß dieser Satzung verwendet wird. Die Hauptversammlung kann beschließen, ausschüttbare Nettogewinne, Rücklagen für Aktien, oder sonstige Rücklagen und/oder Agios auszuschütten oder sie einer beliebigen Rücklage zuzuweisen.

Teil X. Ausschüttungen, Auflösung

Art. 23. Ausschüttungen von Dividenden auf Aktien.

23.1 Die Hauptversammlung kann beschließen, ausschüttbare Nettogewinne, Rücklagen für Aktien oder sonstige Rücklagen und/oder Agios (soweit vorhanden) als Dividende auf Aktien auszuschütten.

23.2 Der Verwaltungsrat kann Zwischendividenden auf Aktien vorbehaltlich der gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen entweder im Wege einer Bardividende oder einer Sachdividende (einschließlich in Form von Aktien) beschließen und auszahlen.

23.3 Eine beschlossene Dividendenausschüttung kann in Euro oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat gewählten Währung ausgezahlt werden und kann zu den Zeiten und an den Orten, die vom Verwaltungsrat bestimmt werden, (vorbehaltlich der Beschlüsse der Hauptversammlung) ausgezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den geltenden Wechselkurs zur Umrechnung der Ertragsausschüttungen in die Währung für ihre Zahlung abschließend entscheiden. Dividendenausschüttungen können in Sachwerten (einschließlich in Form von Aktien) vorgenommen werden.

23.4 Eine Dividendenausschüttung, die beschlossen aber nicht innerhalb von fünf (5) Jahren ausgezahlt (und nicht geltend gemacht) wurde, kann danach vom entsprechenden Inhaber nicht geltend gemacht werden, verfällt und fließt in die Gesellschaft zurück. Beschlossene und nicht geltend gemachte Dividendenausschüttungen, die die Gesellschaft im Namen von Inhabern zur Verfügung hält, werden nicht verzinst.

Art. 24. Auflösung, Liquidation, Kapitalrückzahlung.

24.1 Bei der Auflösung der Gesellschaft aus beliebigem Grund und zu beliebiger Zeit erfolgt die Liquidation durch Liquidatoren oder durch den dann amtierenden Verwaltungsrat, die/der mit den Befugnissen gemäß den Artikeln 144 ff. des luxemburgischen Gesetzes über Gesellschaften vom 10. August, 1915 ausgestattet werden.

24.2 Das nach Begleichung aller Verbindlichkeiten, Aufwendungen und Kosten in Verbindung mit der Auflösung verbleibende Vermögen wird an die Inhaber von Aktien nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen ausgezahlt.

24.3 Das verbleibende Vermögen der Gesellschaft wird im Verhältnis der jeweils ausstehenden Aktien verwendet.

Teil XI. Alleiniger Aktionär, Definitionen, Anwendbares Recht

Art. 25. Alleiniger Aktionär. Falls und solange nur ein Aktionär alle Aktien der Gesellschaft hält, besteht die Gesellschaft als Ein-Personen-Gesellschaft gemäß dem Gesetz über Gesellschaften (gegebenenfalls vorbehaltlich den Bestimmungen dieser Satzung).

Art. 26. Definitionen.

Satzung	Bezeichnet die vorliegende Satzung der Gesellschaft in ihrer von Zeit zu Zeit aktualisierten Fassung
Rat oder Verwaltungsrat	Bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft (oder gegebenenfalls das alleinige Verwaltungsratsmitglied)
Gesetz über Gesellschaften	Bezeichnet das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (und jedes Nachfolgegesetz)
Verwaltungsratsmitglied	Bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrats oder gegebenenfalls das alleinige Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft
Hauptversammlung	Bezeichnet die Hauptversammlung der Aktionäre (oder gegebenenfalls des alleinigen Aktionärs)
Aktienregister	Bezeichnet das Register von Aktien und Aktionären
Rücklage für Aktien	Bezeichnet jede Art von Rücklage, Agio, Kapitalanlage, Aufgeld oder sonstige Reserven
Aktionär	Bezeichnet einen ordnungsgemäß eingetragenen Inhaber von Aktien der Gesellschaft
Aktien	Bezeichnet die Aktien (actions) der Gesellschaft

Art. 27. Anwendbares Recht. Alle nicht in dieser Satzung behandelten Angelegenheiten werden in Übereinstimmung mit dem jeweils anwendbaren Gesetz geregelt.

Da die Satzung der Gesellschaft von der Erschienenen gefasst wurde, hat die Erschienene die einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einer Barzahlung von einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR) gezeichnet und vollständig eingezahlt.

Ein Beleg für die Einzahlung des Zeichnungspreises wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten, Schätzung

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder Lasten in jedweder Form, welche von der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf circa EUR 1.600.- geschätzt.

Ausserordentlicher Beschluss des Alleinigen Aktionärs

Unverzüglich hat der alleinige Aktionär die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2 Boulevard Konrad Adenauer, Luxemburg L-1115, Großherzogtum Luxemburg

2. Die folgenden Personen werden als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft bis zur Jahreshauptversammlung, die den gesetzlich vorgeschriebenen Jahresabschluss der Gesellschaft für das am 31. Dezember 2019 endende Geschäftsjahr vorbehaltlich der Satzung der Gesellschaft genehmigt, ernannt:

Name	Beruf	Geschäftsanschrift	Geburtsdatum	Geburtsland
Graeme Jenkins	Banker	2 Boulevard Konrad Adenauer, L-1115, Luxemburg	13. Oktober 1977	Glasgow, Vereinigtes Königreich
Nahima Bared	Banker	2 Boulevard Konrad Adenauer, L-1115, Luxemburg	29. Dezember 1977	Thionville, Frankreich
Laurie Domecq	Banker	2 Boulevard Konrad Adenauer, L-1115, Luxemburg	9. April 1988	Choisy-Le-Roi

3. PricewaterhouseCoopers, eine société coopérative nach luxemburgischem Recht mit Sitz am 2 rue Gerhard Mercator L-2182 Luxemburg, und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 65477, wurde zum zugelassenen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur Jahreshauptversammlung der Aktionäre, die das gesetzlich vorgeschriebene Jahresabschluss der Gesellschaft für das am 31. Dezember 2015 endende Geschäftsjahr vorbehaltlich der Satzung der Gesellschaft genehmigt, ernannt.

4. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2015.

Zu Urkunde dessen haben wir, der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, in Luxemburg-Stadt an dem zu Beginn dieses Dokuments angegebenen Datum unsere Unterschrift gesetzt.

Nach Verlesung dieser Urkunde vor der Erschienenen, die auf Anfrage der Erschienenen in Englisch verfasst wurde, haben die Erschienene und wir, der Notar, der die englische Sprache persönlich beherrscht, die vorliegende originale Urkunde unterschrieben.

Die vorliegende Urkunde wurde auf Englisch verfasst und ist von einer deutschen Übersetzung gefolgt. Im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung massgebend.

Gezeichnet: P. PRUSSEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59494. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. Dezember 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014201296/839.

(140224603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

HI Holdings Rio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.349.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of December;

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of HI Holdings Rio S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 217,007, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 154.349 (the "Company").

There appeared:

HI Holdings Cyprus Limited, a company limited by shares, duly incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 4, Riga Feraïou, OMEGA COURT, 1st Floor, 3095 Limassol, Cyprus, duly registered with the Registrar of Companies of Cyprus under number 158701 (the "Sole Shareholder");

here represented by Mr Max Mayer, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of power of attorney.

The said power of attorney, initialed ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 217,007 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by way of the issuance of one new share of the Company with a share premium attached thereto;
2. Subscription and payment of the new share by way of a contribution in cash by HI Holdings Cyprus Limited;
3. Subsequent amendment to article 6 of the articles of association of the Company in order to reflect the updated share capital of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It was resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 1 (one US Dollar) so as to raise it from its current amount of USD 217,007 (two hundred and seventeen thousand and seven US Dollars) to an amount of USD 217,008 (two hundred and seventeen thousand and eight US Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with (i) a nominal value of USD 1 (one US Dollar) and (ii) a share premium of an amount of USD 15,599,999 (fifteen million five hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine US Dollars) attached thereto (the "New Share").

Second resolution

It was resolved to accept that the New Share be subscribed by the Sole Shareholder by way of a contribution in cash of an amount of USD 15,600,000 (fifteen million six hundred thousand US Dollars) (the "Contribution").

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, through its proxy holder, declared to fully subscribe to the New Share by paying:

- the nominal value of the New Share for an amount of USD 1 (one US Dollar); and
- the share premium attached thereto for an amount USD 15,599,999 (fifteen million five hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine US Dollars) to (i) be allocated to a freely distributable item of the balance sheet of the Company as share premium and (ii) remain attached to all the shares of the Company held by the Sole Shareholder at any time; the whole being fully paid-up by way of the Contribution.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the existence of the Contribution has been given to the undersigned notary by producing a blocked funds certificate.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions it is resolved to amend article 6 of the articles of association of the Company to read as follows:

" Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at USD 217,008 (two hundred and seventeen thousand and eight US Dollars) divided into 217,008 (two hundred and seventeen thousand and eight) shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 5,250.-

The contribution is valued at EUR 12,631,700.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour de décembre,

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de HI Holdings Rio S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, au capital social de 217.007 USD, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg, sous le numéro B 154.349. (la «Société»).

A comparu:

HI Holdings Cyprus Limited, une société (company limited by shares) dûment constituée et existant valablement selon les lois de Chypre, ayant son siège social au 4, Riga Feraiou, OMEGA COURT, 1st Floor, 3095 Limassol, Chypre, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Chypre sous le numéro 158701 (l'«Associé Unique»);

ici représentée par Mr Max Mayer, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 217.007 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été dûment informé.

L'Associé Unique, prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société par l'émission d'une nouvelle part sociale de la Société avec une prime d'émission y attachée;
2. Souscription et paiement des nouvelles parts sociales au moyen d'un apport en numéraire par HI Holdings Cyprus Limited;
3. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation du capital social de la Société;
4. Divers.

Après que l'ordre du jour a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1 USD (un Dollar américain) pour le porter de son montant actuel de 217.007 USD (deux cent dix-sept mille sept Dollars américains) à un montant de 217.008 USD (deux cent dix-sept mille huit Dollars américains) par (i) l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) et (ii) avec une prime d'émission d'un montant de 15.599.999 USD (quinze millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars américains) y attachée (la «Nouvelle Part Sociale»).

Deuxième résolution

Il a été décidé d'accepter que la Nouvelle Part Sociale soit souscrite par l'Associé Unique par un apport en numéraire d'un montant de 15.600.000 USD (quinze millions six cent mille Dollars américains) (l'«Apport»).

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, déclare souscrire à la Nouvelle Part Sociale en payant:

- la valeur nominale de la Nouvelle Part Sociale pour un montant de 1 USD (un Dollar américain); ainsi que
- la prime d'émission y attachée d'un montant de 15.599.999 USD (quinze millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars américains) devant (i) être affectée au poste disponible du bilan «prime d'émission» de la Société en tant que prime d'émission et (ii) rester attachée à toutes les parts sociales de la Société détenues par l'Associé Unique à tout moment;

le tout étant intégralement libéré au moyen de l'Apport.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage des fonds.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, il a été décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6. Capital.** Le capital social est fixé à 217.008 USD (deux cent dix-sept mille huit Dollars américains), divisé en 217.008 (deux cent dix-sept mille huit) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune et sont chacune entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.»

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard de cette augmentation de capital est évalué à environ 5.250,- EUR.

L'apport a été évalué à 12.631.700,- EUR

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaudra.

Dont Acte, fait et passé à Junglinster, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max Mayer, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 décembre 2014. Relation GRE/2014/4966. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014200974/146.

(140224732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Antonissen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.958.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 15 décembre 2014:

Résolution 1.

Nationwide Management S.A. ayant son siège social 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, n° RCS Luxembourg B99 746, a été nommé avec effet immédiat comme Administrateur-Délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Pour Antonissen Holding S.A.

Référence de publication: 2014199847/14.

(140224321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Fairmark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 43.031.000,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 30.995.

EXTRAIT

Il résulte du conseil de gérance de la société qui s'est tenu en date du 26 novembre 2014 au siège social que:

- Monsieur Bernard Brenninkmeijer, avec adresse professionnelle au 10 Grafenauweg, CH-6300 Zug, Suisse, a été nommé gérant de la société. Son mandat prend effet au 26 novembre 2014 et prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se prononcera sur les comptes de l'exercice 2014.

Dès lors, le conseil de gérance se compose de:

- Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Michel de Groote, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 10 Grafenauweg, CH-6300 Zug, Suisse;
- Matthias Van der Looven, responsable financier, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Bernard Brenninkmeijer, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 10 Grafenauweg, CH-6300 Zug, Suisse.

Référence de publication: 2014200130/20.

(140223967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.
